

« Mon
communisme »

le livre
d'Arlette
Laguiller

p. 15

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE
OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1753 - 1^{er} mars 2002 - prix : 1 € (6,56 F)

**Jospin égale Chirac pour
trois électeurs sur quatre...**

**Votons pour
nous-mêmes !**



**Impôts :
Fabius veut
prélever à
la source !**

p. 5

**Hue
«constructif ?»
Pas pour l'intérêt
des travailleurs !**

p. 16

**Madagascar
Rivalités
politiques
et drame de
la pauvreté**

p. 8

M 06189 - 1753 - F: 1,00 €



**À gauche comme à droite
Attaques contre les
retraites en préparation**

p. 7

Sommaire

Leur société

- 4 ■ Le plein emploi de Jospin, c'est le chômage à plein
- La course au podium sécuritaire entre Jospin, Chirac, Chevènement
- 5 ■ Le programme de la droite
- Fabius prépare la retenue des impôts à la source
- 6 ■ Des nouveaux programmes scolaires pas chers
- Montvilliers (Seine-Maritime)
- Mairie de Sèvres (Hauts-de-Seine)
- 7 ■ Les retraites dans le collimateur
- Des fonds de pension qui n'osent pas dire leur nom
- La dette de l'Etat : une manne pour les banquiers
- 10 ■ La Réunion : quand les autorités françaises déportaient des enfants
- Les dettes de France Télécom
- Lettre de lecteur à propos de Porto Alegre

Tribune

- 6 ■ Sharon, le pire ennemi des israéliens

Dans le monde

- 8-9 ■ Angola : la mort de Savimbi, chef de l'Unita
- Madagascar : rivalités pour le pouvoir sur fond de crise économique
- Exploitation du bois en Afrique : sueur pour les ouvriers, profit pour les multinationales

Dans les entreprises

- 11 ■ Conventions SNCF-Régions
- Montluçon Car (Allier)
- Renault Cléon (Seine-Maritime)
- 12 ■ PPE -Pulversheim (Haut-Rhin)
- Kvaerner Heurtey Vincennes (Val-de-Marne)
- Les profits de L'Oréal
- 13 ■ CHU de Clermont-Ferrand
- La Poste Beauvais (Oise)

Lire

- 15 ■ *Mon communisme*, le livre d'Arlette Laguiller

PCF

- 16 ■ Hue « constructif »... pour l'influence électorale du parti socialiste ?
- Privatisation ou « ouverture au capital » ? Blanc bonnet et bonnet blanc

RÉUNIONS PUBLIQUES avec Arlette LAGUILLER

MONTBÉLIARD Dimanche 3 mars à 16 h Halle polyvalente	SAINT-LÔ Judi 7 mars à 20 h 30 Salle des Fêtes S. Allende Rue Saint-Thomas	NANCY Mardi 12 mars à 18 h Palais des Congrès (rue du Grand Rabbain Haguenauer)	LIMOGES Mercredi 20 mars à 20 h 30 Salle du temps libre (derrière la mairie)
CAEN Mardi 5 mars à 20 h Centre de Congrès 13, avenue Albert-Sorrel	ANNECY Samedi 9 mars à 16 h Salle Pierre-Lamy 12, rue de la République	STRASBOURG Mercredi 13 mars à 20 h Palais de la Musique et des Congrès Place de Bordeaux	NICE Dimanche 24 mars à 15 h Parc floral, Salle Linné Bus 10 et 23, arrêt Arénas (près aéroport)
MONTLUÇON Mercredi 6 mars à 20 h 30 Centre Athanor	REIMS Lundi 11 mars à 20 h 30 Palais des Congrès	PARIS Dimanche 17 mars à 15 h	

En raison de modifications intervenues dans l'agenda de campagne de notre candidate, certaines réunions annoncées dans les précédents numéros du journal ont dû être annulées. Nous en sommes bien sûr désolés pour tous ceux qui avaient prévu de venir écouter Arlette Laguiller lors de ces réunions.



— Le 21 février, au Havre —

Près de 350 personnes étaient venues écouter Arlette Laguiller au Havre, le 21 février, une assistance jeune et populaire.

Lors du débat, une travailleuse demanda si « *la CSG nous sera rendue un jour, car je suis payée au Smic, et cela me ferait alors 6500 F net* ». Et encore, dans l'entreprise de moins de vingt salariés où elle

est, loi sur les 35 heures ou pas, le patron continue à imposer 39 heures avec « *80 F de plus pour toute récompense* »...

Un étudiant se demandait s'il ne faudrait pas, malgré tout, accorder des aides aux entreprises pour qu'elles viennent créer des emplois. Arlette Laguiller lui répondit que l'Etat ne fait que ça depuis des années. Résultat : « *Les entre-*

prises qui s'installent prennent les subventions. Mais le jour où elles estiment ne plus faire assez de profits, elles ferment et ne remboursent même pas les aides ». Alors, ça suffit ! Puisque l'Etat a de l'argent pour les entreprises, qu'il embauche directement, et tout de suite.

En conclusion, à un ancien docker, qui se pré-

senta comme proche du PCF, père de huit enfants et grand-père de douze, en s'indignant que ce « *gouvernement de m... traite de voyous des mômes* » qu'il condamne à la rue et qui « *n'ont rien, pas de travail comme au Havre* », Arlette souhaita qu'il les convainque de militer avec nous car « *on veut changer le monde* » !

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyste) - membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste (trotskyste) qui édite Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, minorité d'exploiteurs d'un côté et majorité d'exploités de l'autre. Une société qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Pour les militants de Lutte Ouvrière, le socialisme est aussi éloigné des politiques conservatrices de Mitterrand-Jospin que le communisme l'est de l'image qu'en a donnée la dictature stalinienne qui a régné en URSS.

Nous sommes convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Mais pour cela ils devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi ses tribunaux, sa police, son armée pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages de l'économie.

Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé. Nous sommes convaincus que c'est la seule façon d'être aujourd'hui réellement internationalistes, et communistes et socialistes révolutionnaires.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIÈRE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

LUTTE OUVRIÈRE SUR INTERNET

<http://www.lutte-ouvriere.org> - E.mail: journal@lutte-ouvriere.org

La Société d'Éditions de Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 Tél : 01 44 83 08 93 est une SARL au capital de 7622,45 € (50000 F), durée cinquante ans, à partir du 1^{er} janvier 1970. Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulowicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. Tirage 14200 exemplaires. Impression : Roto de l'île-de-France, 3, rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil - 01 48 14 21 65. Commission paritaire des publications n°64995.

SOUTENEZ LUTTE OUVRIÈRE !

Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à : Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière et sont à envoyer à LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18. Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti « Lutte Ouvrière » conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 100F consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE (1 an soit 10 N°)
	1 an	6 mois	
France, DOM-TOM	35 €	18 €	15 €
DOM-TOM, voie aérienne	50 €	25 €	21 €
Europe Afrique Moyen-Orient États-Unis Canada	60 €	30 €	15 €
Asie Océanie autre Amérique	75 €	38 €	26 €
Asie Océanie autre Amérique (voie prioritaire)	90 €	45 €	32 €

Envois sous pli fermé : tarif sur demande

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM :

PRÉNOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL et VILLE :

COMPLÈMENT D'ADRESSE :

Je m'abonne à : LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE, pour une durée de

(rayer la mention inutile).

Ci-joint la somme de :

Règlement :

par chèque bancaire ou postal à l'ordre de LUTTE OUVRIÈRE,

par virement postal à LUTTE OUVRIÈRE, CCP PARIS 26 274 R

Editorial

Editorial des bulletins
d'entreprise du 25 février 2002

Jospin égale Chirac pour trois électeurs sur quatre

ALORS, VOTONS POUR NOUS-MÊMES

D'après un sondage publié par la presse le lundi 25 février, 74 % des Français ne voient pas de différence entre le programme proposé par Chirac et celui proposé par Jospin dans le cadre de leurs campagnes électorales respectives.

Quoi d'étonnant à cela ? Les deux candidats du deuxième tour, nous dit-on, en sont à se reprocher eux-mêmes de se copier mutuellement !

Pour les possédants, cela veut dire que quel que soit l'occupant de l'Élysée de 2002 à 2007, ils peuvent envisager l'avenir sans crainte, et que leurs intérêts seront bien défendus, comme ils l'ont été dans le passé. Cependant, Chirac, qui ne fait pas semblant d'être de gauche, est évidemment mieux vu par les nantis que Jospin. Mais Jospin, pour achever de rassurer ceux qui auraient encore pu avoir un doute sur ce qu'il ferait s'il parvenait à l'Élysée, a bien précisé qu'il ne défendait pas un programme « socialiste », qu'il était tout à fait envisageable, par exemple, de permettre aux capitaux privés d'entrer dans le capital de l'EDF, et que s'il était élu il mettrait en œuvre une réforme du système des retraites, entendez par là qu'il s'attaquera à ce système, comme Juppé avait essayé de le faire en 1995.

Pour les travailleurs, cela signifie donc qu'ils n'ont pas plus à attendre d'un Jospin président de la République que d'un Chirac-bis. D'ailleurs, si Chirac et Jospin ont pu cohabiter aussi facilement

depuis cinq ans, comme Mitterrand avait cohabité quatre ans avec Chirac et Balladur, c'est bien parce que les uns et les autres défendent de la même façon, avec la même vigueur et la même persévérance, les intérêts de la bourgeoisie et du patronat.

Le Parti Socialiste mène au gouvernement la même politique que la droite. Et ses alliés dits de la gauche gouvernementale, PC et Verts, qui prétendent défendre une autre politique, ne font que cautionner celle de Jospin. Robert Hue parle aujourd'hui « d'ancrer » la politique du gouvernement à gauche. Mais cela fait cinq ans qu'il est censé le faire. Sans le moindre résultat. Il dit qu'Arlette Laguiller n'est pas positive, qu'elle ne fait que dénoncer. Mais que fait donc de plus Robert Hue ? Il soutient Jospin mais ne le dénonce même pas sérieusement. A-t-il en cinq ans empêché le moindre licenciement ? Les voix communistes du premier tour, il les offre à Jospin au deuxième, en échange d'hypothétiques strapontins de ministres à tout faire.

Choisir de voter Jospin, ou pour l'un de ses alliés, pour voter contre la droite, c'est approuver par avance tout ce que la gauche gouvernementale fera contre les travailleurs, et au final baiser la main qui nous opprime.

Nous ne pourrions certes pas imposer un véritable changement de politique par ces seules élections. Mais nous pourrions au

moins dire que nous ne sommes dupes ni des discours sur la « fracture sociale » des uns, ni des bonnes paroles des autres. Nous pourrions dire que nous sommes dégoûtés par la politique de ces hommes-là. Que nous sommes conscients qu'ils nous trompent et nous trahissent. Ne tolérons plus les subventions à fonds perdus aux gros capitalistes, n'acceptons plus les licenciements collectifs, à commencer dans les entreprises qui font des profits comme Lu-Danone. Imposons la création par l'État des emplois nécessaires au bon fonctionnement des services publics, dans les hôpitaux, les transports, l'enseignement, etc. Il faut taxer les énormes profits des grands trusts. Il faut aussi ne pas laisser à ces derniers la mainmise toute puissante qu'ils ont sur l'économie et, de ce fait, sur la vie sociale et politique du pays. Pour cela il faut l'abolition du secret bancaire, industriel et commercial, la publication de la comptabilité des grandes entreprises.

Arlette Laguiller est la seule candidate qui représente vraiment le camp des travailleurs. Elle n'a jamais tourné sa veste. Voter pour elle ce sera affirmer que le monde du travail n'est pas dupe des politiciens de la bourgeoisie, de droite ou de gauche, et qu'il vote pour lui-même. Ce sera un pas énorme pour imposer ensemble ce programme sans rien attendre des autres.

LES RÉUNIONS PUBLIQUES DE LUTTE OUVRIÈRE

1^{er} mars

Bécherel (Ille-et-Vilaine)
Béthune (Pas-de-Calais)
Carhaix-Plouguer (Finistère)
Châteaubriant (Loire-Atlantique)
Dreux (Eure-et-Loir)
La Gacilly (Morbihan)
Limeil-Brévannes (Val-de-Marne)
Millau (Aveyron)
Montbron (Charente)
Pontoise (Val-d'Oise)
Quimper (Penhans) (Finistère)
Saint-Georges-de-Didonne (Charente-Maritime)
Trosly-Breuil (Oise)
Vallet (Loire-Atlantique)

2 mars

Albi-Veyrières (Tarn)
Aulnoye Aymeries (Nord)
Conflans-Ste-Honorine (Yvelines)
Plancoët (Côte-d'Armor)
Poix-de-Picardie (Somme)
Saint-Pol-sur-Ternoise (Pas-de-Calais)
Taulé (Finistère)
Thiais (Val-de-Marne)
Verneuil-sur-Avre (Eure)
Vervins (Aisne)

5 mars

Argentré-du-Plessis (Ille-et-Vilaine)
Collinée (Côtes-d'Armor)
Franconville (Val-d'Oise)
Guipry (Ille-et-Vilaine)
Levallois-Perret (Hauts-de-Seine)
Lunel (Hérault)
Plabennec (Finistère)
Vizille (Isère)

6 mars

Belz (Morbihan)
Callac (Côtes-d'Armor)
La Turballe (Loire-Atlantique)
Neuf-Brisach (Haut-Rhin)
Villetaneuse (Seine-St-Denis)

7 mars

Buzançais (Indre)
Candé (Maine-et-Loire)
Chatou (Yvelines)
Fougères (Ille-et-Vilaine)
Guebwiller (Haut-Rhin)
Hennebont (Morbihan)
Montoire-sur-le-Loir (Loir-et-Cher)
Pouance (Maine-et-Loire)
Rosporden (Finistère)
Saint-Denis-Floréal (Seine-St-Denis)
Villepinte (Seine-St-Denis)

8 mars

Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais)
Cadours (Haute-Garonne)
Cancalle (Ille-et-Vilaine)
Dourdan (Essonne)
La Capelle (Aisne)
Le Guilvinec (Finistère)
Limours (Essonne)
Mauron (Morbihan)
Nersac (Charente)
Romilly-sur-Seine (Aube)
Trémuson (Côtes-d'Armor)
Vif (Isère)

9 mars

Albi-Cantepau (Tarn)
Draveil (Essonne)
Jeumont (Nord)
Villers-Bretonneux (Somme)

11 mars

Aubagne (Bouches-du-Rhône)
Plélan-le-Grand (Ille-et-Vilaine)

12 mars

Bapaume (Pas-de-Calais)
Isigny-sur-Mer (Calvados)
Le Meux (Oise)
Saint-Leu-la-Forêt (Val-d'Oise)
Sérifontaine (Oise)

13 mars

Condom (Gers)
Matignon (Côtes-d'Armor)
Saint-Pol-de-Léon (Finistère)

14 mars

Béziers-La Devèze (Hérault)
Pontcharra (Isère)
Quéven (Morbihan)

15 mars

Aix-les-Bains (Savoie)
Audierne (Finistère)
Begard (Côtes-d'Armor)

Blangy-sur-Bresle (Seine-Maritime)
Château-Thierry (Aisne)
Gévezé (Ille-et-Vilaine)
Laval - Saint-Nicolas (Mayenne)

Lectoure (Gers)
Leguevin (Haute-Garonne)
Le Quesnoy (Nord)
Trégunc (Finistère)

16 mars

Anizy (Aisne)
Béziers-Centre (Hérault)
Chaulnes (Somme)
Lurcy-Levis (Allier)
Meaux (Seine-et-Marne)
Saint-Marcellin (Isère)

18 mars

Tremblay-en-France (Seine-St-Denis)

19 mars

Taverny (Val-d'Oise)

20 mars

Boué (Aisne)
Flers (Orne)
Guer (Morbihan)
Pont-de-Buis (Finistère)

21 mars

Chevilly-Larue (Val-de-Marne)
Languidic (Morbihan)
Plœuc-sur-Lié (Côtes-d'Armor)

22 mars

Bar-sur-Seine (Aube)
Dol (Ille-et-Vilaine)
Herblay (Val-d'Oise)
Moulins (Allier)
Saint-Donan (Côtes d'Armor)

23 mars

Bourbon-L'Archambault (Allier)
Erquy (Côtes-d'Armor)
Magny-les-Compiègne (Oise)
Pleyben (Finistère)
Sains-du-Nord (Nord)
Saint-Gobain (Aisne)

25 mars

Lesneven (Finistère)

26 mars

Bourbriac (Côtes-d'Armor)
Beauvais-Saint-Jean (Oise)

27 mars

Sarzeau (Morbihan)

28 mars

Ploemeur (Morbihan)

29 mars

Allaire (Morbihan)
Moëlan-sur-mer (Finistère)
Pledran (Côtes-d'Armor)

30 mars

Clichy-la-Garenne (Hauts-de-Seine)
Varennes-sur-Allier (Allier)

4 avril

Beauvais-Zup Argentine (Oise)
Malestroit (Morbihan)
Pont-Scorff (Morbihan)

5 avril

Ploudalmézeau (Finistère)

6 avril

Saint-Pourçain-sur-Sioule (Allier)

8 avril

Plouigneau (Finistère)

10 avril

Lorient-Bois du Château (Morbihan)
Saint-Omer (Pas-de-Calais)

Leur société

LE PLEIN EMPLOI DE JOSPIN, C'EST LE CHÔMAGE À PLEIN...

Jospin n'a nul besoin de se renouveler. En 1997, il déclarait qu'une de ses priorités était la lutte pour l'emploi. Aujourd'hui, cinq ans plus tard, il peut récidiver sans peine en déclarant que, s'il est élu, il agira « pour une France active qui tourne résolument le dos au chômage ». C'est qu'il y a encore du pain sur la planche. Il reste encore plus de 2 millions de chômeurs officiellement recensés. Et si ce chiffre s'est réduit depuis quelque temps, c'est un peu grâce à la conjoncture, mais surtout du fait que les méthodes de comptabilisation des chômeurs ont été modifiées.

Ainsi, les chômeurs à temps partiel qui ont travaillé plus de 78 heures par mois, soit moins de 20 heures par semaine, ne sont plus comptés comme chômeurs. Par ailleurs, les travailleurs employés à temps partiel non choisis, les travailleurs intérimaires, ont vu leur nombre augmenter fortement ces dernières années, celui des travailleurs sous contrat dit d'Emploi-Solidarité ou en stage est reparti à la hausse.

Donc il n'y a pas en la matière motif à crier victoire, mais c'est l'occasion pour Jospin de faire de nouvelles promesses... pour dans cinq ans. Il promet en effet, d'ici la fin du quinquennat, 900 000 emplois nouveaux. Il n'ose pas toutefois parler du nombre de ceux qui seront supprimés. Piètre ambition. Quant au plein emploi, dont il a osé parler dans son interview du 21 février sur France 2, ce sera pour la Saint-glin-glin.

À défaut d'engagement précis, et de moyen concret pour les atteindre, Jospin a découvert une nouvelle potion magique. Expliquant qu'il y avait d'un côté des emplois qualifiés qui allaient se libérer du fait des nombreux départs à la retraite - omettant cependant de parler de ceux qui se libèrent à la suite des licenciements collectifs - et de l'autre des demandeurs d'emploi qui n'auraient pas la qualification requise, il propose de mettre en place « une formation pour toute la vie ». Il nous ressort ce vieux serpent de mer, la formation continue. Comme si le

manque de formation était responsable du fait que les jeunes ne trouvent pas de travail en fixe, comme si les ouvrières de Moulinex, de Bata et de bien d'autres entreprises étaient laissées pour compte parce qu'elles n'avaient pas la qualification adéquate !

Les formations et autres stages dont la plupart ne débouchent sur rien, les travailleurs licenciés connaissent ! Quand le patronat décide de licencier ou de réduire le nombre des emplois pour augmenter ses profits, la formation, continue ou pas, des salariés n'y change rien.

Alors que le chômage est au cœur des préoccupations de la population laborieuse, Jospin répond à l'inquiétude du monde du travail par des trucs et des ficelles. Cela n'est pas nouveau. Mais cette fois, il ne fait même pas l'effort d'être convaincant. C'est qu'il ne croit pas lui-même à ce qu'il dit. Et il voudrait que les travailleurs le croient ?

Michel ROCCO



JOSPIN, CHIRAC... CHEVÈNEMENT À QUI LA PREMIÈRE PLACE SUR LE PODIUM SÉCURITAIRE ?

« Tout délit doit trouver sa sanction » ou encore « aucune infraction ne doit être laissée sans une réponse certaine, immédiate ». Chirac, en entrant en campagne électorale, a par ces mâles propos illustré ses propositions contre l'insécurité avec pour slogan « la tolérance zéro ».

Jospin et ses amis ont tenu à rectifier, et à réclamer la primauté de la demande et la paternité des mesures de la droite. N'était-ce pas lui, Jospin, Premier ministre, désormais can-

didat président qui veut « une France sûre » et qui a mis en œuvre toute une politique sécuritaire ? Il a même, a-t-il dit, réinventé les maisons de correction rebaptisées « centres de placement immédiat ». Chirac lui a volé ses idées. Du coup, selon Claude Bartolone, ministre socialiste de la Ville, Chirac fait « du sous-Jospin ». Chevènement lui aussi se joint à la partie. Pour lui, ces propos de Chirac ne sont que « du plagiat, du sous-Chevènement ». Les mesures que Chirac pro-

pose, Chevènement alors qu'il était ministre de l'Intérieur de Jospin et de Chirac, justement, ne les a-t-il pas déjà réalisées ?

Tous ces politiciens de droite ou de gauche, président, Premier ministre ou ancien ministre, se chipent leurs idées. Ce sont eux qui le disent, et ils sont bien placés pour le savoir. Les travailleurs, les jeunes des quartiers déshérités ont eu cinq ans pour l'un, sept pour l'autre, pour le vérifier.

Alain VALLER

Programme de la droite : JEUX DE MOTS...

L'Union en Mouvement (UEM), qui est censée regrouper les différents partis de droite, a présenté son programme en « 24 engagements ». L'exercice consiste à inventer de nouvelles expressions, pour faire croire que l'on a trouvé de nouvelles solutions aux problèmes qui se posent dans notre société.

Mais il ne s'agit bien sûr que de grandes phrases. La droite propose par exemple de créer une « assurance emploi » pour tous ceux qui travaillent, qui donnerait droit à un accompagnement personnalisé en cas de chômage. Mais un accompagnement vers où, si personne ne veut réembaucher ? Et quelle mesure prendrait-on contre les patrons qui licencient ?

Les six premières mesures visent ce qu'on appelle « l'insécurité ». Dans ce domaine, la droite a de nombreuses idées pour enrichir notre vocabulaire : de nouveaux « tribunaux de

paix », des « centres éducatifs fermés », une « procédure de responsabilisation familiale », et même un nouveau « ministère de la Sécurité ». Mais elle ne s'interroge apparemment pas sur les raisons qui amènent le développement de l'insécurité.

Dans la même veine, la droite créerait des « agences régionales de santé », des « conseils locaux de sécurité », un « programme réussite jeune », un « plan d'éradication de l'illétrisme », une « agence culturelle » et même une « organisation mondiale de l'environnement ».

Nous sommes en campagne électorale, et dans ce sport, l'exercice imposé est le jonglage avec les mots. Mettre réellement en œuvre les moyens de l'État pour s'attaquer aux problèmes engendrés par ce système économique, ce n'est manifestement pas à l'ordre du jour.

R.P.

Impôts

FABIUS PRÉPARE LA RETENUE À LA SOURCE

Le ministre des Finances, Laurent Fabius, a fait publier par son ministère une note explicative sur les modalités que pourrait prendre la retenue à la source de l'impôt sur le revenu, un projet de réforme qui pourrait venir alimenter la campagne présidentielle.

En effet, on sait déjà que le RPR comme le Parti Socialiste en sont partisans. Il reste à savoir si leur candidat en campagne s'en emparera. On voit en tout cas que l'un ou l'autre, une fois élu, n'ont pas grand-chose de différent à nous réserver.

Pour appâter les particuliers, le ministre met en avant la simplicité du système et fait même miroiter l'éventualité de l'abandon par son ministère d'« un an d'impôt » (il est en effet difficile de passer du système actuel à celui-ci du fait que le paiement de deux années d'impôts se chevaucherait). Mais, en pratique, cette réforme aurait pour conséquence de faire prélever les impôts par les entreprises, ce qui signifierait que les patrons auraient connaissance de tout ce qui concerne leurs salariés : situa-

tion familiale, etc. C'est déjà plus ou moins le cas, mais là, ce serait obligatoire et certainement pas souhaitable.

Et puis, outre rendre les salariés entièrement transparents à leurs employeurs, la retenue à la source n'est pas sans présenter d'autres inconvénients dans les pays qui la pratiquent (Italie, Royaume-Uni, notamment). En cas d'erreur dans l'imposition, il faut du temps pour récupérer un trop-perçu d'impôts, si on y parvient...

Du côté des syndicats, on soupçonne que cette réforme pourrait être une autre façon de parvenir à démanteler le système actuel de perception des impôts, ce que le prédécesseur de Fabius, Christian Sautter, n'était pas parvenu à faire, puisqu'il avait dû jeter l'éponge face à la grève des travailleurs du secteur des impôts.

On peut aussi se demander si ce ne sera pas une occasion de réduire encore la progressivité de l'impôt, déjà bien rognée ces dernières années au nom d'une prétendue « baisse de l'impôt », une

orientation qui a surtout bénéficié aux tranches élevées en réduisant leur part proportionnellement plus que celle des basses tranches.

Toujours est-il qu'il n'y a vraiment pas de raison pour que les travailleurs acceptent un système qui présentera surtout des avantages pour les employeurs, en leur donnant à gérer cette nouvelle trésorerie, en même temps que la vie de leurs salariés n'aura plus de secret pour eux.

S'il y a une réforme urgente, ce n'est pas celle-là, mais pour ainsi dire la proposition inverse : que ce soit, au contraire, les sources de profits des employeurs qui deviennent transparentes, pour leurs salariés et même pour l'ensemble de la société, pour qu'on sache enfin ce que le patronat fait des profits issus de l'exploitation des travailleurs.

Cette réforme-là n'est évidemment absolument pas dans les cartons des candidats PS et RPR. En revanche, elle fait partie du programme que défend Arlette Laguiller...

Jacques FONTENOY.

Moins d'impôts... pour qui ?

« Moins d'impôts », l'argument appartient à la panoplie des promesses électorales. Mais c'est d'abord aux riches et aux entreprises que Chirac s'adresse quand il promet de diminuer l'impôt sur le revenu de 30 %, d'exonérer plus largement les successions et de supprimer en deux ans la taxation des plus-values des entrepri-

ses. Les socialistes Fabius et Strauss-Kahn vont dans le même sens.

Quant à la TVA, personne ne parle de la supprimer. Cet impôt rapporte pourtant deux fois plus à l'État que celui sur les revenus, et il est bien plus injuste puisque les nantis et les pauvres paient le même taux.



Des agents des impôts manifestent en 2000 contre la réforme de Bercy

PRIVATISER UN PEU, BEAUCOUP...

Les dirigeants socialistes et ceux de la droite annoncent qu'ils veulent « ouvrir le capital » d'EDF. Ils se distinguent uniquement sur l'ampleur de cette privatisation partielle. C'est que les capitalistes privés lorgnent sur les bénéfices d'EDF, et en voudraient une part.

Et qu'y gagnerait le consommateur ? Rien. Sans doute même y perdrait-il. En Californie, dérégulation et privatisation ont abouti à un désastre. Et en Espagne des coupures de courant ont obligé les autorités à infliger des amendes aux sociétés électriques privées. Les profits privés contribuent à démolir les services publics.



TotalFinaElf supprime des emplois

La division chimie de TotalFinaElf, c'est-à-dire Atofina, estime que la rentabilité de ses capitaux n'est pas suffisamment élevée : 7 % en 2001. Et elle voudrait la faire grimper à 14 % en 2003. Du coup, elle prévoit la suppression de 500 emplois d'ici à 2005. Pas des licenciements dit-elle, seulement des départs non remplacés, mais cela fera tout de même 500 emplois en moins. Tout cela pour que les actionnaires amassent toujours plus, dans un trust dont les bénéfices sont astronomiques.

On ne saurait mieux démontrer que le profit des uns c'est le chômage des autres, et qu'il faut interdire les licenciements.

La mondialisation à l'européenne

Selon la commission européenne de la concurrence, contrairement à un reproche souvent entendu, les capitaux américains ou issus d'autres continents ne sont pas les seuls à racheter des entreprises européennes. Les Européens, et parmi eux les Français, ne se privent pas d'aller faire leur marché aux États-Unis et au Japon. Et de citer l'Allemand Daimler Benz qui a racheté l'américain Chrysler, les Français Renault et Vivendi qui se sont emparés respectivement du Japonais Nissan et de l'Américain Universal.

Comme quoi la mondialisation, ce n'est pas toujours ailleurs. Ne faudrait-il pas commencer par s'occuper des mondialisateurs bien de chez nous, qui ne se limitent pas à ces deux exemples ?

Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment dorénavant chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

TRIBUNE

SHARON, LE PIRE ENNEMI DES ISRAËLIENS

Arafat ressemble de plus en plus à l'âne qui court après la carotte... que lui tend Sharon juché sur son dos. Voulant donner des gages de « bonne volonté », il a fait arrêter la semaine dernière des assassins présumés du ministre israélien du tourisme Zeevi (une sorte de Le Pen local, prônant l'expulsion manu militari de tous les Arabes au-delà du Jourdain !). Il n'a reçu pour récompense qu'une nouvelle rebuffade : le gouvernement israélien l'a autorisé à circuler librement dans Ramallah, mais s'il veut sortir de la ville, il devra en « faire la demande personnellement au premier ministre Ariel Sharon ».

Sharon, lui, continue l'escalade de la terreur, les bombardements, les destructions de maisons, les expulsions, les vexations en tout genre, l'asphyxie de l'économie palestinienne. Il se propose maintenant la création de « zones tampons » le long des frontières des territoires occupés et autour des colonies, « partout où vivent des citoyens d'Israël ».

Les accords d'Oslo de 1993 étaient une concession d'Israël face à l'ampleur de la révolte de la population palestinienne. Mais aussi une concession bien plus grande d'Arafat et de l'OLP. Ceux-ci s'engageaient à faire se tenir tranquilles les Palestiniens, à assurer la paix, en échange de quelques parcelles d'autorité sur des confettis de territoires. Les gouvernements israéliens n'en ont pas moins continué la colonisation, implanté de nouvelles colonies, grignoté toujours plus Jérusalem-Est, construit des routes de sécurité morcelant la Cisjordanie, capté l'essentiel des ressources en eau. Ils réservaient finalement à Arafat le rôle d'un dictateur dans quelques bantoustans palestiniens. Le dirigeant palestinien n'a pas rechigné à entrer dans ce rôle. Maintenant que Sharon dit vouloir le traiter en « terroriste » et le met au pied du mur, il ne lui reste plus qu'à zigzaguer entre de nouvelles concessions (mais lesquelles lui reste-t-il à faire ?) ou à appeler à l'aide la communauté internationale. Mais le gouvernement américain, renforcé par sa démonstration de force en Afghanistan, soutient à fond Sharon dans sa politique de répression, et l'ONU comme les puissances européennes s'alignent sur les volontés de Bush, malgré quelques petites et timides critiques.

Mais Sharon lui aussi mène son peuple dans une impasse tragique. Il prétendait il y a un an, quand il a pris le pouvoir, « tout faire, et même plus encore, pour

apporter le calme, la paix et la sécurité ». Sa politique de terreur contre les Palestiniens ne parvient pas à mater leur révolte. Elle fabrique de plus en plus de désespérés, prêts à se faire exploser au milieu de civils israéliens sous la direction des intégristes du Hamas. Au total, depuis le début de cette nouvelle révolte, plus de 15 000 Palestiniens ont été blessés, 974 tués. Mais 276 Israéliens aussi sont morts, pour la plupart des civils fauchés par les attentats. Où sont la paix et la sécurité pour eux ?

Un espoir du côté israélien ?

Sharon n'a que la guerre à proposer aux Israéliens. Cela signifie une vie de plus en plus difficile, la crise (le PIB a reculé de 7 % en 2001), de plus en plus de chômeurs, toujours plus d'argent enlevé aux hôpitaux et aux écoles pour aller à l'effort de guerre. Cela veut dire aussi que l'engrenage de la violence va continuer et qu'il y aura de nouveaux attentats.

Il y a quand même quelques raisons d'espérer. Pas grâce à la gauche israélienne, car le parti travailliste, qui a lui-même continué la colonisation après les accords d'Oslo, s'accroche au char de Sharon et cautionne tous ses crimes. Mais Sharon et les faucons de son gouvernement, de gauche ou de droite, sont maintenant contestés en Israël même : il y a deux semaines, 15 000 personnes ont manifesté à Jérusalem contre la politique de guerre. Au sein de l'armée, une cinquantaine d'officiers et de soldats ont pétitionné pour dire qu'ils refusaient désormais de participer aux opérations dans les territoires occupés, « à la colonisation » et « aux exactions contre les Palestiniens ».

On est certes encore très loin du refus de la guerre du Liban, qui en 1982 avait mis dans la rue plus d'une centaine de milliers de manifestants. Les sentiments de ces contestataires sont certainement très variés et confus, mais c'est un début nécessaire pour prendre conscience qu'il n'y a qu'une solution pour sortir de la situation sanglante actuelle : l'armée d'Israël doit quitter les territoires occupés, abandonner les colonies et reconnaître les droits des Palestiniens, à commencer celui d'avoir leur propre Etat. Qu'il ne saurait y avoir de paix pour les Israéliens s'il n'y a pas de justice pour les Palestiniens.

Bernard RUDELLI

Convergences Révolutionnaires, revue publiée par la Fraction, n° 19 (janvier-février 2002)

Un dossier sur « l'insécurité : des voyous, des flics et des démagogues... ».

Des articles sur notre campagne pour Arlette Laguiller, la sous-traitance à Renault, la précrité dans l'enseignement, les ex-communistes de Berlin, la gauche israélienne...

Pour se procurer ce numéro, 1,5 euro, écrire à Lutte Ouvrière, pour la Fraction.

Abonnement: un an 9 euros, de soutien 15 euros.

Leur société

DE NOUVEAUX PROGRAMMES SCOLAIRES QUI NE COÛTENT PAS CHER

Jack Lang a présenté un nouveau projet pour l'école, qui consiste en une modification des horaires dans le primaire. Le but serait que les enfants sachent lire et écrire lors de leur entrée en sixième. En effet, après avoir proposé que le français s'apprenne au travers de chaque discipline sans faire l'objet d'un enseignement particulier, Lang a fait un demi-tour complet et déclare maintenant qu'il faut renforcer les heures consacrées à l'étude de la langue.

Est-ce une réforme de fond ou une réforme de plus ? Chaque ministre de l'Éducation nationale se doit de laisser la marque de son passage en proposant une réforme. Elles ont en commun l'affirmation qu'il faut « enseigner autrement »... et aussi de faire l'économie des crédits qui seraient indispensables pour améliorer vraiment les conditions d'enseignement, et notamment pour lutter vraiment contre l'illettrisme.

Pour permettre à chaque enfant d'acquérir les bases et les connaissances indispensables, il faudrait des milliers d'instituteurs supplémentaires et du matériel suffisant. C'est à ce prix que les enfants en difficulté, issus pour la plupart de milieux populaires, et en particulier les enfants de parents immigrés, pourraient

apprendre à lire et à écrire correctement, en travaillant par petits groupes.

Mais de cela, il n'est pas question. Lang propose à la place de « réhabiliter pleinement l'écriture cursive et de faire de la belle écriture une réelle obligation ». Les pleins et les déliés remplaceront le manque de crédits...



Montivilliers (Seine-Maritime) :

Non aux fermetures de classes

57 fermetures de classes sont prévues dans l'enseignement primaire en Seine-Maritime. Mais les enseignants et les parents d'élèves ne se laissent pas faire.

À Montivilliers, près du Havre, où deux fermetures sont prévues, l'une à l'école Victor-Hugo et l'autre à Marius-Grout, les parents d'élèves ont manifesté leur opposition en bloquant l'entrée des écoles pendant une demi-

heure à la rentrée du matin. Par solidarité, le mouvement s'est étendu à la dizaine d'écoles primaires et maternelles de la commune.

Les enseignants et les parents d'élèves ont prévu d'autres actions dans les semaines à venir, d'autant que les élèves de ces écoles sont en difficultés scolaires et nécessitent déjà un nombre suffisant d'instituteurs. Il faut « Zéro fermeture » !

Mairie de Sèvres (Hauts-de-Seine)

« Mais elles sont où, nos 35 heures ? »

Depuis quelques semaines à Sèvres (Hauts-de-Seine), il existe un fort mécontentement parmi les employés municipaux contre le projet des « 35 heures » à la sauce Aubry, que le maire de droite, Morizet, veut imposer. Or, vu nos horaires, pour passer aux 35 heures signifie six jours et demi de congés supplémentaires par an et l'embauche des personnels correspondants, soit une dizaine au minimum. Des actions ont déjà eu lieu et dernièrement, une pétition était déposée en mairie pour rappeler nos revendications. Le maire a finalement concédé entre un et deux jours de congés supplémentaires et a abandonné son intention de vouloir nous les imposer à son gré.

Mais cela n'a satisfait aucun d'entre nous car le compte n'y était pas concernant les congés et les embauches, toujours réduites à zéro. Le 5 février, une assemblée était organisée : 60 personnes, de différents secteurs tels les crèches, les écoles, les services techniques étaient présentes, et c'est à l'unanimité que nous avons voté une journée de grève et d'actions pour le mardi 12 février.

Des tracts ont été faits pour s'adresser

aux parents dans les crèches et les écoles ainsi que plus largement, sur le marché.

Le mardi 12 à 9 heures, après nous être retrouvés à une soixantaine devant la mairie, nous sommes montés tous ensemble voir le maire. Sur notre chemin, nous avons croisé la maire-adjointe, chargée des ressources humaines, qui courageusement a fait immédiatement demi-tour ! Finalement, sept personnes de chaque secteur ont pu dire au maire ce que nous pensions de son projet. Devant son refus de céder sur quoi que ce soit, nous sommes partis en manifestation dans les rues de Sèvres.

Avec des banderoles et aux cris de « Morizet, voleur », « Mais elles sont où nos 35 heures ? », « Non à l'annualisation ! », nous avons parcouru le centre ville en distribuant des tracts aux passants et aux automobilistes. Cela a entraîné un bouchon énorme, mais aussi des témoignages de sympathie. Il faut dire que le cortège était dynamique et joyeux, particulièrement lorsque nous sommes passés devant la mairie et que nous avons vu les airs ébahis des costumés qui nous regardaient par les fenêtres ! Sèvres n'avait pas vu ça depuis quinze ans !

Côté Jospin et côté Chirac

LES RETRAITES DANS LE COLLIMATEUR

Les déclarations de Jospin sur les retraites, mais aussi celles de partisans de Chirac, ont suscité beaucoup d'inquiétudes parmi les travailleurs. Et à juste titre. Car quel que soit le vainqueur de l'élection présidentielle, les retraites des travailleurs sont menacées.

Les politiciens de droite et du Parti Socialiste prétextent l'allongement de l'espérance de vie pour prédire une faillite prochaine des caisses de retraite, alors que le poids du chômage est bien plus important dans les difficultés présumées de ces caisses.

Mais aucun ne propose de prendre sur les profits des entreprises pour maintenir le niveau des retraites, profits qui ont pourtant augmenté bien plus vite que l'espérance de vie.

Les partisans de Jospin, comme ceux de Chirac, jurent leurs grands dieux qu'ils ne

toucheront pas au système de retraite par répartition. C'est une hypocrisie, car aucun d'eux ne s'engage à maintenir le niveau des pensions sans allonger le nombre d'années de cotisations, dans le secteur public comme dans le secteur privé.

Comme le dit cyniquement Ballardur : « *Le mieux est d'évacuer le problème de l'âge de la retraite qui soulève des passions. Que chacun reste libre de partir à 60 ans s'il le souhaite. Simplement pour avoir une retraite à taux plein, il faudra, progressivement, avoir cotisé pendant 42 ans.* »

Être contraint de cotiser jusqu'à 65 ou 70 ans pour bénéficier quelques années d'une retraite à taux plein ou partir plus tôt avec une retraite minable, voilà le choix d'avenir que nous préparent ces politiciens. Et comme bon nombre de patrons dans l'industrie pré-



fèrent se débarrasser des travailleurs les plus âgés, souvent même bien avant 60 ans, c'est une retraite misérable qu'ils préparent pour les travailleurs.

Cependant, ils mesurent leurs propos car en 1995, les projets du plan Juppé ont capoté face à la grève des cheminots et de la fonction publique. Depuis, comme s'en plaignait récemment Elisabeth Guigou à l'Assemblée nationale, « *le dossier des retraites a été plombé* ».

Eh bien, souhaitons que face aux attaques contre les retraites que Jospin et Chirac nous ont promises au lendemain des élections, la réaction des travailleurs du secteur privé et du secteur public « *plombe* » à nouveau leurs plans.

Christian BERNAC

DES FONDS DE PENSION QUI N'OSENT PAS DIRE LEUR NOM

Jospin s'est déclaré pour « *des fonds d'épargne salariale, épargne collective placée sous le contrôle des partenaires sociaux et qui auront vocation à être le troisième étage des retraites* ».

Pour éviter de parler de « *fonds de pension* » – il préfère dans ce domaine laisser la parole à des hommes comme Fabius et Strauss-Kahn – Jospin parle de « *d'épargne volontaire à long terme* ». Mais le principe en est le même. Il s'agira de confier une partie de son salaire à l'entreprise ou à des établissements financiers qui se chargeront de capitaliser cette somme en la convertissant en actions, obligations ou autres valeurs.

La seule différence formelle entre un fonds de pension et un fonds d'épargne est que la sortie s'effectue en rentes viagères pour le premier, en capital pour le second. Or, n'importe quel établissement financier sait convertir l'un en l'autre depuis fort longtemps.

Ce « *troisième étage* » des retraites vient en fait d'être mis en place par la loi Fabius de février 2001 sur l'épargne salariale, et commence à entrer en application dans les entreprises.

La nouveauté de ce plan Fabius est le Plan partenariat d'épargne salariale volontaire (PPESV). Le salarié fait mensuellement un versement, exonéré de cotisations sociales (sauf de CSG et du RDS) et d'impôt sur le revenu. L'entreprise peut verser un « *abonde-*

ment », une somme qui peut aller jusqu'à 4600 euros (30 174 F) par an. La somme est bloquée pendant au moins dix ans. Cet abondement patronal est défiscalisé, c'est-à-dire déductible de l'impôt sur les bénéfices, et non soumis à cotisations sociales. De plus, il donne droit à la constitution d'une « *provision pour investissement* » en dispense d'impôt à la hauteur de 25 % de l'abondement, voire de 50 % si ces investissements se font en actions de l'entreprise.

C'est donc l'État qui prend en charge, en manque à gagner, une bonne partie de cet abondement. C'est la raison pour laquelle Fabius prévoit que la formule aura un franc succès auprès du patronat.

L'autre avantage de ce système, du point de vue des capitalistes s'entend, est de drainer ainsi vers eux l'épargne de millions de salariés.

Les dirigeants socialistes ne se cachent donc pas de leur volonté de créer des fonds de pension « *à la française* » susceptibles d'avoir une taille comparable aux fonds de pensions anglo-saxons. Ainsi, Dominique Strauss-Kahn explique dans son récent livre « *La flamme ou la cendre* » : « *Toujours est-il que le choix de la (retraite par) répartition, fait il y a plus de cinquante ans, n'a pas autorisé la constitution de grands fonds d'épargne similaires à ceux qui existent dans la quasi-totalité des pays développés. La conséquence*

en est connue : 40 % de la capitalisation boursière est détenue par des fonds d'épargne étrangers, principalement anglo-saxons. (...) La nécessaire canalisation de l'épargne salariale est illustrée par les exemples récents d'usines brutalement fermées par des actionnaires peu soucieux du rôle de ces entreprises dans le tissu économique et social français ».

Contrairement à ce que prétend Strauss-Kahn, la nationalité française de ces fonds de pension (pardon des fonds d'épargne !) ne changerait rien à leur comportement. A ce qu'on sait, les Michelin, Riboud, et autres grands patrons français n'ont aucun scrupule à fermer des usines ou à délocaliser quand leurs bénéfices y trouvent intérêt, sans se soucier « *du tissu économique et social français* ».

Mais les fonds de millions de salariés ainsi drainés font saliver les requins de la finance alors que pour les salariés, au bout de dix ans ou plus, il n'y a aucune garantie de récupérer sa mise, comme vient de le prouver la faillite d'Enron aux États-Unis. Confier son épargne ou sa retraite à des fonds de pension, c'est comme les jouer au casino.

Le « *troisième étage* » de la fusée des retraites est mise en place. Mais, confiée aux capitalistes, cette fusée est dirigée contre la retraite des travailleurs.

C.B.

La dette de l'État : UNE MANNE POUR LES BANQUIERS

En 2002, comme depuis plusieurs années, le deuxième poste de dépenses de l'État, juste après l'Éducation nationale, sera encore... le paiement des intérêts de la dette. Celui-ci représente à lui seul un sixième des dépenses du budget, soit environ 40 milliards d'euros (260 milliards de francs) !

C'est que, depuis vingt ans, l'explosion de la dette des États, dans tous les pays riches, a constitué une des solutions trouvées par la bourgeoisie pour continuer à tirer bénéfice d'un capitalisme en crise. Les créanciers de l'État, ceux qui lui prêtent de l'argent pour en récolter les intérêts, ce sont les banques. Placer de l'argent en le prêtant à l'État, c'est pour les banquiers la garantie de voir tomber chaque année des intérêts juteux, car l'État n'est pas regardant et emprunte toujours à taux élevé. C'est aussi la certitude d'être payé, sans courir les risques inhérents à un investissement dans la production tout au moins, tant que l'État à qui l'on a prêté ne finit pas en faillite.

A la différence d'un investissement qui au moins

se traduirait par une production, le prêt d'argent aux États ne crée pas un sou de richesse supplémentaire pour la collectivité. Il n'est qu'un moyen de prélever, de manière purement parasitaire, un tribut sur les richesses existantes. Et ce n'est pas un hasard si cette forme d'enrichissement s'est considérablement développée depuis quelques années.

À force de cadeaux fiscaux faits aux capitalistes, les déficits publics se sont accumulés, l'endettement s'est envolé, et avec lui, le service de la dette comme on dit, c'est-à-dire la part du paiement des intérêts. Elle a été multipliée par quatre depuis 1980.

Chaque année, des dizaines de milliards sont pompés de la poche des contribuables vers les coffres-forts des financiers, et qui viennent s'ajouter aux 45 milliards d'euros annuels de dégrèvements et de subventions dont bénéficient par ailleurs les capitalistes. Et on ose dire qu'il n'y a pas d'argent pour embaucher du personnel hospitalier ou relever les minima sociaux !

Angola

LA MORT DE SAVIMBI, CHEF DE L'UNITA

En Angola, l'armée régulière vient d'annoncer la mort du chef historique de l'Unita, Jonas Savimbi. Et pour convaincre ceux qui auraient pu en douter, elle a exposé devant les caméras de télévision le corps du rebelle criblé de balles.

Avant d'être présenté comme un despote sanguinaire, dépourvu de tout scrupule et rejeté par la communauté internationale, Savimbi fut pourtant longtemps soutenu par les États-Unis et l'Afrique du Sud. Dans les années 1980, le président américain Reagan lui décerna même le titre de « combattant de la liberté ».

L'histoire de Savimbi se confond en effet avec la guerre civile en Angola qui éclata dès le lendemain de l'indépendance de cette ancienne colonie portugaise. Celle-ci fut proclamée en novembre 1975, le Portugal ayant décidé de se retirer du pays après quinze années de guerre coloniale.

Les Portugais abandonnèrent le pays aux troupes indépendantistes du Mouvement Populaire de Libération de l'Angola (MPLA), que la Russie et Cuba avaient soutenu et armé durant la guerre. Savimbi qui avait fondé un mouvement indépendantiste

mais opposé au MPLA depuis 1966, l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (Unita), se retrouva écarté de la mangeoire. Il déclencha immédiatement une guerre civile, avec l'appui de l'Afrique du Sud qui intervenait déjà dans le sud de l'Angola. Il reçut rapidement le soutien des États-Unis, qui voyaient d'un mauvais œil ce pays, regorgeant de pétrole et de diamants, passer dans la zone d'influence soviétique.

Dès lors, les États-Unis livrèrent, avec la complicité du Zaïre voisin, des tonnes d'armements à l'Unita qui parvint à s'emparer d'une partie du pays. La fin des années 1980 fut marquée par un retournement d'alliances. L'Afrique du Sud lâcha Savimbi, en échange de quoi les milliers de soldats cubains engagés au côté des forces gouvernementales évacuèrent la région. Quant aux Américains, l'effondrement de l'URSS et la chute du mur de Berlin les amenaient à repenser leur politique. En Angola, ils firent désormais pression sur Savimbi pour qu'il accepte en 1991 un cessez-le-feu et une solution négociée avec promesse d'élections. Mais dès 1992, Savimbi et ses troupes reprurent violemment les combats contre le gouvernement central dirigé par Dos Santos.

Les villes bombardées tombèrent les unes après les autres, et au prix de dizaines de milliers de morts parmi les civils, Savimbi parvint à contrôler les 3/4 du pays, dont les riches provinces diamantifères de l'est. S'il avait perdu l'appui des États-Unis et de l'Afrique du Sud, Savimbi pouvait continuer à s'alimenter en armes grâce au trafic des diamants.

Entrecoupée de périodes d'accalmie, marquée par des offensives menées tantôt par les forces gouvernementales, tantôt par les forces de l'Unita, cette guerre civile, qui a déjà fait plus d'un demi-million de morts, des centaines de milliers de mutilés et quatre millions d'exilés, n'a plus jamais cessé depuis. Et c'est au cours d'une opération menée par les forces gouvernementales que Savimbi a trouvé la mort à Moxico, dans l'est du pays.

La disparition de Savimbi facilitera-t-elle un compromis, au moins provisoire, entre les factions en présence ? Peut-être. En tout cas, la population angolaise risque de payer encore longtemps le prix de ces rivalités entre les bandes armées, ne serait-ce qu'à cause des millions de mines dispersées par l'un ou l'autre camp.

Roger MEYNIER

Jonas Savimbi dans le maquis en 1974.

Madagascar

Vendredi 22 février, Marc Ravalomanana a fait un pas de plus dans le conflit qui l'oppose au président sortant Didier Ratsiraka. Il s'est autoproclamé président de la République de Madagascar, devant plus de 100 000 partisans.

Cette initiative, dénoncée comme une « tentative de coup de force » par la France, ancienne puissance colonisatrice, fait suite à deux mois d'agitation. En effet, Ravalomanana, officiellement crédité de 46 % des voix contre 41 % pour le président sortant à l'issue du scrutin organisé le 16 décembre dernier, estime avoir remporté les élections présidentielles dès le premier tour. Depuis, il n'a cessé de faire pression sur le pouvoir en place appelant à trois semaines de grève générale et à deux mois de manifestations qui ont parfois rassemblé des centaines de milliers de personnes.

Nos camarades de l'Union Africaine des Travailleurs Communistes Internationalistes, dans la dernière édition de leur revue *Le Pouvoir aux Travailleurs*, reviennent sur la situation qui prévaut dans le pays.

Qui est Ravalomanana ?

C'est le maire actuel d'Antananarivo, la capitale, mais il est surtout dirigeant de Tiko, le plus grand groupe d'agro-industrie du pays. Ce milliardaire est considéré comme un « self made man ». Il dirige ses entreprises d'une main de fer où, de même que dans la municipalité qu'il dirige, les salariés sont tenus d'assister à une heure obligatoire de culte chaque

semaine. Ravalomanana est lui-même vice-président de l'Église Réformée à laquelle il aurait fait don de 16 millions d'euros. Son slogan de campagne est un extrait puisé dans l'évangile selon Saint-Marc (son prénom). Pasteurs et prêtres des quatre principales Églises chrétiennes (Réformée, Anglicane, Luthérienne et Catholique) ont mobilisé les fidèles en sa faveur ainsi que le personnel et les élèves des nombreux établisse-

Exploitation du bois en Afrique

L'organisation écologique Greenpeace a lancé, depuis le 19 février, une campagne contre l'exploitation industrielle du bois, et des essences rares en particulier, en Afrique. Cette association dénonce avant tout la dégradation des forêts « primaires » que cela entraîne.

Mais l'exploitation de divers bois précieux, faite essentiellement par de grandes sociétés européennes, et en particulier françaises, se traduit d'abord par des conditions de travail très dures pour les ouvriers employés sur les chantiers. Ce n'est d'ailleurs pas tant cela qui préoccupe Greenpeace que les dégâts faits à la forêt tropicale. Pourtant, les populations sont les premières à souffrir d'une exploitation éhontée.

Ainsi, selon une étude réalisée en 2000 par une ONG écologiste, les sociétés européennes jouent un rôle prépondérant, directement ou par l'intermédiaire de filiales, dans l'exploitation du bois centrafricain : les quatre principales entreprises françaises concernées (Bolloré, Interwood, Rougier et Thanry) exploitent plus de 3,6 millions d'hectares dans cette région.

Elles récoltent quelques essences seulement parmi tous les arbres de la forêt, les plus lucratives car les plus intéressantes pour la fabrication de meubles ou de matériels utilisés dans le bâtiment (pour les équipements coupe-feu ou pour la décoration des immeubles de prestige, par exemple la Grande Bibliothèque commandée par François Mitterrand).

Ces sociétés forestières sont bien souvent les seuls employeurs de la région, imposant leurs conditions aux ouvriers qu'elles emploient et à leurs familles. Elles se posent en véritables États de substitution pour les populations locales : lors de l'attribution des concessions, il est souvent prévu dans le contrat qu'elles se chargent de la construction d'un dispensaire ou d'une école pour les ouvriers et les habitants à proximité. Mais de la promesse à la réalisation, il y a une grande marge...

Une enquête menée par des membres de l'ONG sur un chantier de la CFC (filiale de Thanry), situé près de Yocadouma, dans l'est du pays, décrit des conditions de vie et de travail déplorables : « La campagne a creusé à proximité du camp un puits qui constitue la seule source d'eau disponible dans le camp. Creusé sans avoir recours à un expert, ce puits fournit une eau très trouble, impropre à la consom-



RIVALITÉ POUR LE POUVOIR, SUR FOND DE CRISE ÉCONOMIQUE

ments scolaires qu'ils contrôlent. Mais en plus du soutien des Églises, la plupart des maires des grandes villes des hauts plateaux mérina ainsi que des notables de cette région soutiennent sa candidature. Il est vrai que de nombreux maires ont bénéficié de ses largesses financières (...) À noter cependant que les soutiens ne se limitent pas aux régions mérina. Ses partisans ont réussi à rassembler un public non négligeable dans les villes des régions dites côtières, régions qui auparavant étaient plutôt favorables au parti AREMA de Ratsiraka.

Ratsiraka : un homme usé

Cela fait une vingtaine d'années qu'il est au pouvoir. Une première fois de 1975 à 1993, sous l'étiquette du « socialisme » et de la « révolution malgache ». Au cours de cette période, les grandes entreprises ont été nationalisées et le franc malgache a remplacé le franc CFA. La « malgachisation » a affecté également l'enseigne-

ment dont les programmes et les livres, jusque-là en langue française, ont été repris en langue malgache. Les grandes villes qui tenaient leur nom de l'époque coloniale ont été rebaptisées. Il en fut de même pour les structures administratives de l'État et des municipalités qui ont été remaniées et réformées dans un sens plus conforme aux traditions d'avant la colonisation. Des relations diplomatiques ont été nouées avec la Corée du Nord ainsi qu'avec des pays plus ou moins en rupture avec les grandes puissances.

À cette époque, les capitaux se sont enfuis du pays et l'économie s'est retrouvée au bord du gouffre. La monnaie locale n'a cessé de chuter. L'inflation a atteint des sommets vertigineux et les prix ont flambé, entraînant la famine et la sous-alimentation dans toutes les régions. Les importations furent fortement ralenties. La pénurie de pièces détachées pour les véhicules de transports a entraîné un début de paralysie.

Les médicaments les plus élémentaires comme l'aspirine et la nivaquine firent défaut, si bien que le paludisme et bien d'autres maladies qu'on croyait maîtrisées ont fait un retour fulgurant.

La période dite Ratsiraka II, de 1996 à maintenant, a été marquée par un virage à 180° par rapport à la précédente. Ce fut une période de privatisations tous azimuts (mouvement amorcé sous le régime de Zafy, entre 1993 et 1996) et de reprise des relations avec les grandes métropoles occidentales ainsi qu'avec le FMI et les grandes banques. Ces grandes puissances et ces banques, qui avaient déjà fait payer très cher les orientations de la première période, n'ont pas été clémentes par la suite, même lorsque le régime fit à nouveau appel et allégeance à elles. Le FMI et les banques continuent d'imposer des conditions de remboursement des dettes de façon impitoyable, au point que l'essentiel des ressources du pays se trouve hypothéqué par leurs ponctions financières.

Pourtant, ce n'est pas la pauvreté pour tous. Quelques grandes familles ont bénéficié de leurs liens avec le régime pour s'enrichir de façon ostentatoire. C'est le cas du fils et de la fille de Ratsiraka (...). C'est aussi le cas de son concurrent actuel Ravalomanana. Mais il est vrai que ce dernier tient davantage sa réussite des prêts directs que lui auraient accordés certaines banques occidentales.

(...) Les grandes puissances, telles que le Japon et les États-Unis, semblent accorder leur soutien à ce candidat. (...) Mais Marc Ravalomanana ne tourne pas le dos pour autant à un éventuel soutien de l'Europe et surtout de la France, ancienne puissance colo-



Des travailleurs à Antananarivo.

nisatrice et toujours principale partenaire économique.

(...) Jusqu'où cette partie de bras de fer ira-t-elle ? L'avenir le dira. Ce qui est sûr, c'est qu'aucun de ces deux candidats (...) ne représente en quoi que ce soit les intérêts des travailleurs et des paysans pauvres.

LES OUVRIERS AFRICAÏNS SUENT DU PROFIT POUR DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES

tion et peu attrayante même pour la toilette. Elle contient en outre des amibes qui font en permanence souffrir les ouvriers et leurs familles de sérieux problèmes de dysenterie.

Dans la scierie, les ouvriers ne portent ni gants, ni masques à nez. L'utilisation de tronçonneuses se fait sans pantalons ou chaussures protecteurs et peu d'ouvriers portent des casques antibruit ou des

lunettes de protection. (...)

La CFC n'a construit ni école ni centre de santé pour ses ouvriers. [...] Elle est en outre seule à décider si les accidents sur le chantier sont des accidents du travail et cela aux dépens des employés qui voient souvent le prix des soins retenu sur leur salaire. »

Autre exemple : au Gabon, en juin 2000, les membres d'une ONG gabonaise sont allés voir un chantier

de la SHM non loin de Ndjolé, dans l'ouest du pays. Il s'agit d'une filiale d'Interwood (qui exploite au total 300 000 hectares de concessions dans ce pays et qui dépendait il y a peu du groupe Pinault-Printemps-Redoute). Ils ont constaté qu'elle offrait de l'eau potable à ses cadres par le biais d'un château d'eau, mais que les ouvriers devaient parcourir plus d'un kilomètre pour s'alimenter dans une rivière, d'ailleurs polluée

par les substances chimiques utilisées pour traiter le bois contre les insectes et champignons parasites. Le dispensaire construit sur le chantier n'avait aucun médicament, pas même d'aspirine ni de personnel qualifié. Du côté de l'enseignement, la situation était si mauvaise que les ouvriers préféraient envoyer leurs enfants à l'école de Ndjolé, à environ 40 km de là.

Il est malheureusement pro-

bable que les conditions de vie et de travail de ces ouvriers du bois, payés à coups de lance-pierres, ne se sont pas améliorées depuis. Le temps des colonies est théoriquement fini, mais cela n'empêche pas des entreprises françaises de continuer à régner en maître sur ces pays d'Afrique centrale et à faire du profit sur le dos de travailleurs surexploités.

V.B.



Au sommaire de LUTTE DE CLASSE N° 64 (mars-avril 2002)

- La campagne pour l'élection présidentielle en France
- France
La santé se serait améliorée... mais résistera-t-elle aux mesures d'économie ?
- L'Argentine en crise
Derrière le paravent du FMI, la voracité des classes possédantes
- Tribune de la minorité
Argentine : de la crise économique à la crise sociale

Prix : 1,5 euro - Envoi contre quatre timbres à 3F (0,46 euro)



La Réunion QUAND LES AUTORITÉS FRANÇAISES DÉPORTAIENT DES ENFANTS

Le 30 janvier 2002, Jean-Jacques Barbey, un Réunionnais d'origine vivant dans le département de la Creuse, a engagé un recours contre l'État français devant le tribunal administratif de Montpellier parce qu'il considère avoir été victime d'une déportation, à l'âge de 7 ans, de la Réunion vers la France. Il demande un milliard d'euros de dédommagement.

Son histoire est celle de près d'un millier d'enfants réunionnais qui, dans les années soixante, sont venus « repeupler » certains villages de plusieurs départements français et, surtout, servir de main-d'œuvre rurale. La Creuse à elle seule, a « accueilli » plus de 300 de ces enfants.

C'est la DDASS qui, avec l'assentiment des autorités réunionnaises et la complicité de politiciens français, s'était chargée d'organiser la déportation de ces enfants qui eurent le malheur d'être nés de familles pauvres, dont beaucoup retiraient leurs enfants très tôt de l'école pour qu'ils les aident aux tâches domestiques.

Les services sociaux connaissaient bien ces

familles et n'eurent aucun mal à établir des listes d'enfants, dont certains furent littéralement enlevés à leurs parents pour être placés dans des foyers isolés des hauts de l'île. Un séjour intermédiaire avant le grand départ !

Un ancien pensionnaire racontait récemment que, dans son foyer, les plus petits dormaient à 200, voire 250 dans un seul dortoir, si bien qu'il fut content de quitter le foyer lorsque les responsables crièrent un soir : « *Qui veut partir ?* » Il était loin, dit-il, de se douter que ce qu'il prit pour une libération allait devenir une prison de l'autre côté de l'océan.

Et cela a fonctionné ainsi pendant plus de six ans ! Six années durant lesquelles les administrations ont su profiter du désarroi des parents pour leur arracher leurs enfants.

Les agents de la DDASS leur faisaient croire, par exemple, que ces derniers allaient partir quelque temps en France et revenir avec des bagages et de bons métiers, que de toute façon, chaque année, ils reviendraient pour les vacances. Mais une fois les enfants partis, les parents n'ont plus eu de leurs nouvelles.

Depuis 1993, les langues ont commencé à se délier et

la chape de plomb se soulève petit à petit. On découvre, trente ans après, que les procédures d'abandon et d'adoption ont été truffées d'irrégularités et on admet (un peu tardivement !) que des parents n'ont peut-être pas compris ce qu'ils ont signé, ne sachant ni lire ni écrire.

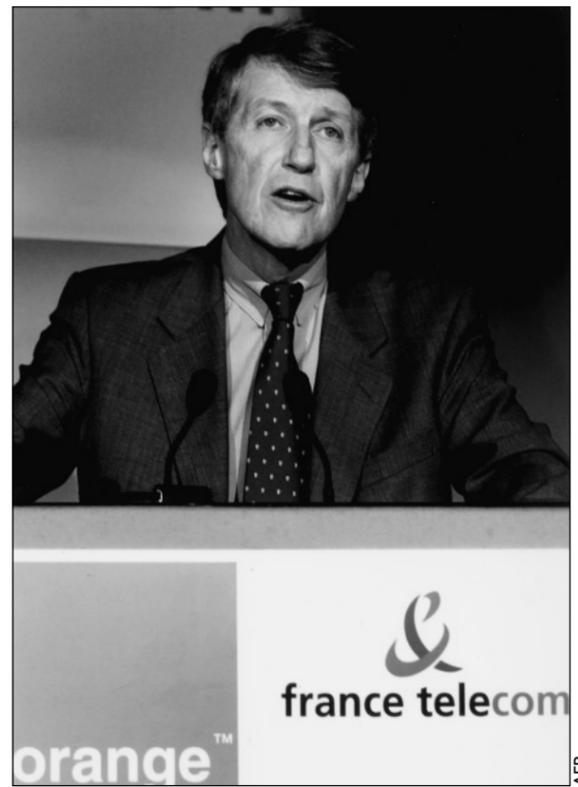
A peine débarqués, avec pour seuls bagages leur numéro de matricule délivré par la DDASS, les enfants se sont retrouvés dans les champs à travailler en plein hiver ! L'ancien directeur du foyer départemental de l'enfance à Guéret a bien essayé, à l'époque, de sensibiliser les élus de la Creuse et de la Réunion sur le sort réservé aux enfants. Il racontait, dit-il aujourd'hui, cette anecdote d'un paysan qui un jour avait débarqué dans son bureau en lui demandant s'il pouvait avoir « *un petit noir de La Réunion qui serait d'accord pour dormir sur une paille, mais qui travaille bien...* » Ses cris d'alarme ne touchèrent pas le Premier ministre de l'époque, Pierre Mesmer, encore moins celui qui fut sans doute l'instigateur de ce plan infâme, le député de la Réunion, Michel Debré.

LES DETTES DE FRANCE TÉLÉCOM

France Télécom, société anonyme où l'État est encore majoritaire, doit bientôt publier ses comptes. Pour le moment c'est plutôt catastrophique. L'action qui avait plus que sextuplé en deux ans et demi est retombée à son cours initial. L'endettement a plus que triplé durant ce laps de temps, atteignant

point de devenir la couleur symbole du groupe, acheté 40 milliards, ne serait plus coté qu'à 30 milliards.

Si le marché du téléphone mobile continue à se développer, France Télécom va peut-être s'en sortir. Mais s'il arrive au secteur du téléphone la même mésaventure qu'aux « start-up », ces entreprises champi-



Michel Bon, PDG de France Télécom, annonçant l'achat d'Orange.

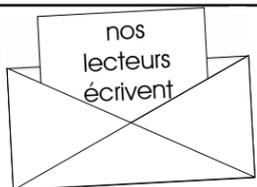
65 milliards d'euros. Il est vrai que les autres grands opérateurs européens sont endettés, de façon parfois aussi colossale.

Pour devenir un « grand » de la téléphonie à l'échelle européenne, France Télécom a acheté diverses sociétés à l'étranger, souvent surévaluées, afin de prendre pied sur certains marchés. Ainsi NTL, acheté 8 milliards d'euros, ne vaudrait que 1 milliard. Mobilcom, payé 4 milliards d'euros, ne vaudrait plus rien, à cause de dettes d'un montant équivalent. Enfin Orange, le fleuron britannique de France Télécom, au

gnons de l'informatique, d'Internet, etc., qui ont été souvent balayées par la crise, que se passera-t-il alors ?

Pas besoin d'être bien malin pour le deviner : l'État fera comme il a fait pour le Crédit Lyonnais (et d'autres !), il renflouera le déficit. C'est-à-dire que les contribuables payeraient dans ce cas les risques inconsidérés (et totalement inutiles si on considère l'intérêt du public) pris par les capitalistes. Et dans un tel cas, possesseurs de portables ou pas, tout le monde se verrait taxé !

A.V.



À PROPOS DE PORTO ALEGRE

Concernant l'article sur Porto Alegre paru dans *Lutte Ouvrière* du 1^{er} février, je ne suis pas d'accord sur la manière négative de voir le Forum de Porto Alegre. Une phrase simpliste pourrait définir ce point de vue – il est facile de critiquer mais il faut agir –, mais je n'en resterai pas là. La lutte que nous menons tous n'a qu'un seul objectif, aboutir à un monde plus juste et non empreint de menace pour le futur, tous les moyens sont bons et le dogmatisme « hors but ultime » doit être mis de côté.

J'ai voyagé d'une manière régulière, je connais un échantillon des Brésiliens vivant dans le *Matto Grosso* ou à *Belem* (...). Il faut contribuer à agir dans le

même sens. A côté de cela, j'ai écouté *France Inter* le samedi 2 février, la tendance à récupérer le mouvement est nette. Et alors, cela fait de la publicité (un des très rares cas où j'accepte la publicité) ! Si la révolution n'est qu'un moyen pour atteindre le but ultime, la tolérance, l'acceptation de l'autre peuvent également faire partie de ces moyens et le but ultime nous le connaissons.

Là-dessus, mes réelles salutations et bon courage, merci.

J.-P. M. (Aubagne)

Nous avons « un seul objectif, un monde plus juste et non empreint de menace pour le futur », dis-tu, en mettant dans ces mots ton espoir en un monde meilleur. Mais crois-tu vraiment que,

quand ils usent de telles formules devant les micros, à Porto Alegre ou ailleurs, les représentants de Chirac, les ministres de Jospin ou Chevènement y mettent le même sens généreux ? De leur part, il s'agit de mots creux qui ne les engagent à rien. Cela leur permet de se donner, à bon compte, un air d'opposants à la « mondialisation » face aux travailleurs qu'ils exploitent ici. Et aussi de masquer la nature réelle de la politique qu'ils mènent et entendent poursuivre à la tête d'un État français qui est, avec quelques autres de ses pareils, responsable de l'appauvrissement effroyable de la population du Tiers-Monde.

Précisément parce que nous sommes solidaires des aspirations

des pauvres du Tiers-Monde et de ceux qui, en Occident, voudraient un monde plus juste, plus fraternel, nous pensons que la moindre des choses est déjà de dire la vérité sur l'hypocrisie et les buts de ces politiciens. Ni de près ni de loin, ils ne sont ni ne se prétendent opposés au système capitaliste, à la différence d'ailleurs de beaucoup de ceux qui croient retrouver cette opposition dans la lutte « antimondialisation ». Les mots d'ordre se limitant à critiquer la « mondialisation » permettent précisément à ces politiciens de se dire opposés aux méfaits du système capitaliste tout en étant, en fait, des défenseurs de ce système.

Nous ne sommes pas des dogmatistes « hors but ultime »,

comme tu le dis. En particulier, nous nous réjouissons que des jeunes, notamment, découvrent ce que cette société a d'odieux, même si cette prise de conscience n'est que partielle. Mais nous pensons que c'est notre rôle de les aider à sortir de la confusion, entretenue sciemment par certains autour de la « mondialisation », de Porto Alegre, etc., et à prendre conscience que c'est le système capitaliste lui-même qu'il faut renverser. Au contraire de beaucoup qui se servent du thème de l'antimondialisation pour faire croire qu'il serait possible d'amender ce système en se contentant de mettre quelques morceaux de sparadrap sur ses plaies les plus criantes.

Conventions
SNCF-Régions

DAVANTAGE DE PÉNALITÉS, MAIS PAS PLUS DE SERVICE PUBLIC

Les Régions étant désormais chargées d'organiser et de financer le réseau des Trains Express Régionaux (TER), plusieurs conventions ont été signées qui réglementent les rapports entre les Conseils régionaux et la SNCF.

Toutes comportent un système de pénalités que la SNCF devra payer aux régions en cas de non-circulation des trains. En Pays-de-Loire, il lui en coûtera 3 euros par kilomètre non parcouru chaque fois qu'elle assurera moins de 55 % du service prévu. Elle devra payer 7,5 euros par kilomètre en Bourgogne, 7 en Provence-Alpes-Côte-d'Azur, 6 à 8 (selon le pourcentage de trains annulés) en Rhône-Alpes. Dans certaines conventions, les pénalités se doublent d'un système de bonus/malus : si la SNCF atteint l'objectif fixé (94 % des TER à l'heure, à 5 minutes près, dans le Nord-Pas-de-Calais ; 87 % en Provence), elle touche un bonus de la part du Conseil régional. Si

elle ne l'atteint pas, c'est elle qui paie un malus.

De la part de la SNCF, le meilleur moyen d'écartier le risque de telles pénalités serait bien sûr d'embaucher le personnel nécessaire, de moderniser le matériel, de tout faire pour améliorer le service public. Evidemment, il n'en est pas question.

Les pénalités définies dans les conventions SNCF-Régions concernent également les grèves. Par exemple, dans le Nord-Pas-de-Calais, la convention précise que la SNCF n'a droit qu'à quatre jours de grève « gratuits ». Au-delà, elle devra déboursier une pénalité de 60 000 euros par jour si moins d'un train sur deux circule. En Rhône-Alpes, « plus il y a de grèves, plus la pénalité est forte » précise le responsable Transports de la région.

Toutes ces dispositions mises en place avec la régionalisation permettront à la SNCF d'exercer de nouvelles

pressions sur les cheminots pour que les trains ne soient pas en retard, roulent coûte que coûte, sans qu'elle investisse un sou de plus en effectifs, en matériel, en salaires, et sans se priver au passage de faire de la démagogie contre les cheminots auprès des

voyageurs mécontents... et qui auront bien des raisons de l'être. Autant dire que ni les usagers des TER ni les travailleurs du chemin de fer ne seront gagnants.

Dans ces conditions, la SNCF et les régions peuvent toujours discuter et signer des

conventions comprenant y compris des dispositions qu'elles espèrent « anti-grèves ». Les raisons de mécontentement des cheminots et des usagers ont toutes les chances de se multiplier.

Viviane BERTHY



Montluçon Cars (Allier)

EN GRÈVE DEPUIS LE 8 JANVIER

Montluçon Cars emploie 29 chauffeurs. Elle assure des ramassages scolaires, ainsi que certaines liaisons SNCF. Comme beaucoup d'autres dans la région, elle a récemment été rachetée par la CGEA, une filiale de Vivendi.

Du côté des actionnaires et des dirigeants, l'argent donc ne manque pas. Récemment, la CGEA s'est payé Vernet, le troisième transporteur français, qui emploie 3 500 personnes.

Mais du côté des salaires et des conditions de travail, c'est le 19^e siècle. La convention collective de la profession, pourtant peu contraignante, est délibérément ignorée. Alors que l'amplitude de la journée de travail y est limitée à douze heures, voire quatorze heures avec une dérogation, Montluçon Cars fait couramment faire des journées de 15 h 30 d'amplitude, sans même prendre la peine de demander de dérogation. Quand les travailleurs ont demandé la copie des disques enregistrant leurs trajets, la direction a répondu... qu'elle ne savait pas où ils étaient ! Quant à l'augmentation des salaires prévue au 1^{er} janvier, la direction l'a tout bonnement oubliée.

Alors, le 8 janvier, ça a été le ras-le-bol. Les salariés se sont majoritairement mis en grève, en demandant 15 % d'augmentation du salaire horaire, un treizième mois et l'application de la convention collective.

Jusqu'à présent, la direction a refusé toute négociation, craignant que des concessions ne fassent tâche d'huile dans les autres sociétés qu'elle possède.

Après 15 jours – et 15 nuits – d'occupation du dépôt, ce sont les grévistes qui ont été condamnés... pour entrave à la liberté du travail. Comme quoi, les juges font respecter certaines lois plus vigoureusement que d'autres !

Depuis, comme il est interdit d'employer des intérimaires pour remplacer des travailleurs en grève, la CGEA a embauché des intérimaires pour faire rouler ses bus à Bourges, et envoi tout simplement ses chauffeurs titulaires de Bourges rouler à Montluçon.

Sollicité à plusieurs reprises par les grévistes, le président du Conseil général, de droite, qui est le principal donneur d'ordres de la CGEA, s'est lavé les mains, en répondant

que tout cela n'était pas de son ressort. Tout ce qu'il a trouvé est un simulacre de menace à l'égard de la CGEA : en cas de prolongation du conflit, il donnera le marché à la concurrence. Mais la « concurrence »,

dans la région, ce sont uniquement d'autres entreprises appartenant à Vivendi !

Malgré la durée de la grève, les grévistes gardent le moral et restent décidés à tenir face à la morgue de la direction. Ils ont

multiplié les actions auprès de la population et des parents d'élèves, rencontrant leur sympathie.

La direction mise sur le pourrissement et la lassitude. Mais elle déchant.

Renault Cléon (Seine-Maritime)

UN ACCUEIL PAS PRÉVU AU PROGRAMME !

Jeudi 21 février, Louis Schweitzer, PDG de Renault, visitait l'usine de Renault Cléon, spécialisée dans la fabrication de moteurs et de boîtes de vitesse. Tout avait été prévu pour qu'il se promène dans les ateliers en compagnie de J. Prost, le directeur de l'usine, jusqu'à lire sur tous les panneaux lumineux « Bienvenue à Monsieur le Directeur ».

Pour J. Prost, ce devait être « sa journée », une journée mémorable. Pour clore la visite, Schweitzer lui remettait en présence de Fabius les insignes de « chevalier de l'ordre du Mérite ».

Toute la journée fut donc organisée de façon à ce que tous ces messieurs en gardent un souvenir impérissable. La

presse était présente, les petits fours prévus...

Cependant une centaine d'ouvriers de la FAC (Fonderie Aluminium de Cléon qui se trouve sur le site)... se sont chargés du comité d'accueil organisé par la CGT.

La FAC était une filiale de Renault jusqu'en 1999, où Renault a vendu toutes ses fonderies à Teksid (Fiat) en conservant tout de même 33,5 % d'actions. À l'époque Schweitzer présentait la vente comme « une opportunité à saisir avec la perspective d'une ambition mondiale ». Aujourd'hui Fiat veut se débarrasser de ses fonderies, alors les ouvriers de la FAC ont voulu expliquer au visiteur que leur « ambition » est

de conserver leur emploi... tout cela à deux doigts de ses moustaches.

Suite à cela, les travailleurs de la FAC sont partis en manifestation dans tous les bâtiments de l'usine pour sensibiliser leurs camarades de Renault. En fin de manifestation, sans le vouloir, les manifestants sont retombés sur Schweitzer et Prost, qui avait cette fois une mine bien déconfite.

La télévision locale, la presse, la radio... tout le monde a parlé de cet accueil plutôt... enthousiaste de la FAC !

Et du coup... quasiment personne ne s'est rappelé de la médaille du mérite !

PPE-Pulversheim (Haut-Rhin)

« ON NOUS TRAITE COMME DES CHIENS : MORDONS ! »

Après l'annonce de la fermeture de leur entreprise, programmée pour le 5 mars, les salariés de PPE (Photo Print Electronic) de Pulversheim dans le Haut-Rhin se sont mis en grève le lundi 19 février pour exiger 50 000 euros (340 000 F environ) par salarié, soit l'équivalent de ce qu'a reçu l'entreprise en aides publiques par salarié depuis son ouverture.

La brève histoire de l'usine PPE est significative. Elle peut se résumer par deux banderoles. Construite il y a un peu plus de trois ans, cette usine moderne de 213 salariés, qui fabrique des circuits imprimés pour téléphones portables affichait encore en 2001 le long de ses murs une banderole de la direction : « Ici nous recrutons ». Les grévistes en ont accroché une autre ces jours-ci avec la mention « Subventions = licenciements ».

Dans une première phase d'euphorie sur la base de l'explosion des nouvelles technologies, l'entreprise, filiale du groupe suisse Endress + Hauser, promettait de créer 450 emplois. Les pouvoirs publics se précipitaient alors pour subventionner cette usine qui était présentée comme un modèle. La liste est impressionnante : 9

millions de francs de prime à l'aménagement du territoire, 9 millions de subventions des Mines de Potasse d'Alsace, pour la reconversion industrielle du Bassin Potassique, 8,48 millions du fonds européen FEDER destiné à l'aménagement des zones en déclin, 6,4 millions du fonds départemental d'aide à l'industrie. De plus, PPE a été dispensée du versement de la taxe professionnelle pendant 5 ans en tant que nouvelle implantation, soit l'équivalent de 14,8 millions, et dispensée également de payer des impôts sur les bénéfices. Au total, ce sont 72 millions de francs d'aides publiques, soit plus de 300 000 francs par emploi. Trois ans et quatre mois plus tard l'entreprise met la clef sous la porte, jetant à la rue ses salariés...

En décembre 2001 tout allait bien selon la direction, mais le 1^{er} février, les salariés étaient renvoyés à la maison, l'entreprise se déclarant en cessation de paiement. Aussi, quelques travailleurs sont allés chercher de l'aide à l'Union locale CGT. Le 14 février, en se contactant par téléphone, 80 salariés réunis en assemblée générale décidaient de revendiquer 50 000 euros, soit l'équivalent de ce qu'avaient versé les pouvoirs publics en subventions à l'entreprise, et élargissant un comité de défense des revendications de 25 membres.

Le lundi 19 février, au comité d'entreprise, le patron allemand, le directeur des relations humaines du groupe Endress + Hauser et le directeur de l'entreprise venaient annoncer aux salariés qu'ils feraient celle-ci le 5 mars et qu'ils accordaient 2000 euros de prime de licenciement. Aussitôt, les travailleurs, dont la majeure partie avaient moins de deux ans d'ancienneté, c'est-à-dire n'avaient pas droit aux indemnités légales, se mettaient en grève. Et ils commençaient par bloquer les luxueuses voitures de

service avec lesquelles étaient venus ces dirigeants, en les considérant comme des biens payés avec l'argent public. Le patron et les cadres, ne voulant pas repartir à pied, ont hurlé à la séquestration mais ont dû finalement repartir en fourgonnette de police.

Le lendemain les grévistes s'adressaient par tract à Flowtec, une autre filiale du groupe, et aux usines environnantes, dénonçant les pratiques des patrons vivant sur l'exploitation des ouvriers, l'intérim, les CDD, les licenciements et les subventions publiques, et appelaient à une action commune. Dans le même temps ils bloquaient la sortie des camions de l'usine voisine de Faurecia qui alimente en sièges et à flux tendu l'usine de Peugeot Mulhouse. Ce qui fit aussitôt arriver 200 policiers. Les grévistes rentrèrent dans Faurecia, suivis par 50 policiers. Les travailleurs de Faurecia sortirent alors en applaudissant à la rencontre des grévistes.

Le soir même à la télévision on pouvait voir des salariés de PPE qui criaient leur colère et leur dégoût, demandant à tous les tra-

vailleurs de s'y mettre ensemble et que le patron rembourse ce qu'il avait reçu de subventions publiques. Mercredi 21 février, derrière des banderoles « On nous prend pour des chiens : mordons » ou « Stop aux chasseurs de primes » les salariés manifestaient à Guebwiller et forçaient quelque peu l'entrée de la sous-préfecture où devait avoir lieu une rencontre avec la direction et imposaient leurs négociateurs, notamment un représentant de l'Union locale CGT qui les avait aidés à s'organiser. Jeudi 22 février, la direction annonçait qu'elle cédaient 11 millions (soit 52 000 F par salarié). Les travailleurs éclatent de joie. Pour les jeunes grévistes qui ont souvent 6 mois ou un an d'entreprise (la moyenne d'âge dans l'entreprise était de 27 ans) et dont c'était bien souvent le premier emploi, c'est loin de la revendication initiale mais pour beaucoup c'était encore inespéré quelques jours auparavant.

La fin de la grève fut donc votée non sans décider d'organiser une fête pour se retrouver tous ensemble.

Kvaerner Heurtey Vincennes (Val-de-Marne)

UNE PREMIÈRE ACTION COLLECTIVE

L'annonce, lors de l'été 2000, d'un éventuel plan de licenciements chez Kvaerner Heurtey France (engineering en pétrochimie), à Vincennes, puis la banqueroute du groupe mondial Kvaerner, ont entraîné puis entretenu une vague de départs « volontaires », rendant inutile le plan de licenciements.

Aujourd'hui, la charge de travail augmente du fait des études en cours et de l'arrivée de nouvelles commandes, et tout cela sans

embauche, même en compensation des départs.

Le mécontentement a donc monté et a abouti à un débrayage où des revendications adressées à la direction ont été décidées.

Nous étions 20, sur un effectif de 66, bien que nos collègues se soient déclarés moralement solidaires.

L'après-midi, nous nous sommes retrouvés à sept, reçus de façon hautaine et défensive par le patron qui nous a renvoyés à la

réunion du Comité d'entreprise le lundi suivant.

S'il a fait mine de ne rien vouloir lâcher, et encore moins sous la pression, ça ne l'empêcha pas d'organiser dès le lendemain une réunion avec l'encadrement.

Il a suffi d'une action collective d'une journée, la première depuis une trentaine d'années, pour obtenir cinq embauches et une augmentation de 3 % de l'ensemble des salaires...

L'Oréal

ÇA RAPPORTE D'ÊTRE RICHE

Le groupe L'Oréal vient de publier ses comptes 2001. L'entreprise a brassé l'an dernier près de 14 milliards d'euros, dont elle a gardé une bonne partie dans sa poche : 1,23 milliard d'euros de bénéfices, près de 20 % de mieux que l'année précédente. Ce géant de la cosmétique, qui se développe à grands pas dans la pharmacie (entre autres avec Sanofi-Synthelabo) va pouvoir continuer à distribuer de gros dividendes à ses actionnaires, c'est-à-dire, entre autres, à Liliane Bettencourt, première fortune de France.

C'est en effet de cette façon que la fortune de cette dame est passée de 30 milliards de francs en 1995 (4,6 milliards d'euros), à plus de trois fois plus aujourd'hui : elle n'a eu que la peine d'attendre que sa richesse lui fasse des petits dans les poches.

Mais comme on sait qu'il n'y a pas de génération spontanée, il a fallu aussi que près de 50 000 salariés s'échinent tous les jours de l'année pour faire tourner l'entreprise et fabriquer les produits qu'elle vend.

R.P.

Échos des entreprises

RENTABILITÉS

Dans la brochure papier glacé sur les comptes de PSA 2001, on nous annonce, entre autres, que la « rentabilité des capitaux employés » pour le secteur automobile est passée à 14,4% pour l'année. Mais la

« rentabilité » pour les salariés ne sera que de 1,5%.

A ce taux-là, ça ne vaut vraiment pas la peine de transpirer. N'importe quel actionnaire vous le dirait !



ILS EN TIENNENT UNE COUCHE

Devant la crise provoquée par le manque de transpalettes, la direction a eu l'idée de les faire peindre de différentes couleurs selon les secteurs.

Chaque atelier a donc sa couleur pour éviter...la fauche ! Mais là où ça tourne au ridicule, c'est quand, par exemple, on voit repeintes des transpalettes sans roues. Qui risquait de les emprunter ?

Extraits du bulletin PCA Citroën (Saint-Ouen)

CETTE INSÉCURITÉ NE FAIT PAS LA UNE

Encore un accident grave, survenu le mardi 18 au matin, à Faurecia (pots d'échappement).

En intervenant sur une machine, un camarade de la maintenance a eu trois doigts gravement touchés. A l'heure qu'il est, ils sont perdus !

Bien sûr la direction, dans ce genre de situation, invoquera toutes les responsabilités, sauf la sienne.

On nous parle tous les jours d'insécurité. Mais cette insécurité là, personne ne la dénonce. Combien de morts, de handicapés, suite aux conditions de travail, à la fatigue accumulée, et à la course à la rentabilité ?

Extraits du bulletin Faurecia PMTC

LES LICENCIEMENTS, UNE INSÉCURITÉ POUR LA JEUNESSE

Le responsable de la machine à tubes (Faurecia pots d'échappement), nous a réunis la semaine dernière. Il nous a appris qu'un des directeurs nous quittait...et était remplacé par un autre. Un sacré scoop !

Au fil de son discours, il s'est félicité que l'entreprise se porte bien ainsi que les profits. Et il a avoué tout crûment que le renvoi de quelques centaines d'intérimaires était pour quelque chose dans la progression des bénéfices !

Le licenciement de centaines de jeunes, voilà une chose dont les

**CHU
Clermont-Ferrand**

Commencée le 13 décembre, LA LUTTE CONTINUE

Après une période de pause correspondant aux congés scolaires, la mobilisation du personnel au Centre hospitalier universitaire de Clermont-Ferrand a repris. Diverses actions sont prévues d'ici au 12 mars, journée nationale de manifestation à Paris.

Lundi 25 février, à plus de deux cents, nous avons envahi la salle de réunion du Comité technique d'établissement pour demander, une fois de plus, des comptes aux directeurs.

Le directeur général rappelle qu'il est chargé de faire appliquer la loi des 35 heures au 1^{er} avril, «*sauf si par votre action, vous pouvez faire reculer le gouvernement*».

On lui répond : alors qu'il vienne manifester lui aussi ! Il annonce la réouverture du self, fermé depuis le début du mouvement. À l'assemblée géné-

rale de l'après-midi, avec environ trois cents présents, on discute entre autres de ce problème : oui pour servir les repas aux malades mais non aux assignations abusives et systématiques. De fait, la réouverture annoncée a dû être reportée de 24 heures.

À la Maternité, comme dans bien d'autres services, la situation est préoccupante. À maintes reprises, le personnel a protesté contre l'insuffisance des effectifs. Et quand il y a des congés maladies ou de... maternité parmi le personnel, c'est encore pire : on ne trouve aucun remplacement.

Excédé de cette situation, le chef de service a poussé un véritable coup de gueule en alertant la presse et en ordonnant la fermeture pour quelques jours du service des IVG. Il a réclamé publiquement cinq infirmières ou sages-femmes de plus dans son service.

Alors la suspension des opérations d'IVG a provoqué

pas mal d'émotion. Mises au pied du mur, les autorités ont attribué à la Maternité une seule infirmière – sur les cinq pourtant jugées indispensables. Et il ne s'agit même pas d'un poste en plus, mais d'un transfert d'une infirmière qui travaillait au bloc Traumatologie.

Un autre aspect choquant de la situation : on a demandé aux médecins exerçant à la Maternité et à ceux travaillant à la Polyclinique – autre service d'obstétrique du CHU – de proposer un projet de réorganisation de ces deux services. Tâche impossible, à la fois à cause du manque de personnel et du manque de place : il faudrait 2 000 m² de locaux supplémentaires !

Les responsables, qui vont de l'agence régionale d'hospitalisation aux directeurs, ou Serge Godard, le maire socialiste de Clermont-Ferrand et président du conseil d'administration du CHU, tous se

contentent d'inviter à la patience, jusqu'en 2005 ou 2006, le temps que le pôle Mère-Enfant promis depuis trente ans voie le jour à Estaing, à l'emplacement de la vieille usine Michelin désaffectée...

Par ailleurs, le directeur général n'a pas démenti la nouvelle selon laquelle la CFDT, syndicat qui s'est vidé de l'essentiel de ses militants et adhérents partis à SUD, multiplie les entrevues et serait prête à signer localement le protocole Guigou sur les 35 heures dont une très forte majorité du personnel ne veut pas, tout comme dans de nombreux autres hôpitaux.

L'assemblée générale a demandé fermement que les responsables CFDT viennent s'expliquer publiquement sur leur attitude et disent ce qu'ils trouvent de positif dans le protocole. Pour le moment, ils jouent les fantômes.

Enfin, le dernier chiffre

annoncé par la direction est de 216 embauches (on en réclame plus du double !) sur trois ans, alors qu'il y a 268 services au CHU. Cela n'a fait que renforcer le mécontentement.

Dans ces conditions, on se demande bien comment la venue d'un médiateur, réclamée par le directeur général, pourrait calmer le jeu !

Donc, les actions se succèdent. Mercredi 27 février, après une rencontre avec les députés PS du département, nous devons retourner investir le conseil d'administration. Jeudi 28 février, un rassemblement est prévu place de Jaude, au centre de la ville, avec distributions de tracts et collecte pour aider à financer le voyage en car à Paris, le mardi 12 mars, puis nous retrouverons nos camarades de l'Allier à l'agence régionale d'hospitalisation. Quant à la grève, elle a été reconduite à l'unanimité jusqu'au 14 mars.

Correspondant LO

**La Poste
Beauvais (Oise)**

LES POSTIERS CONTRE LE LICENCIEMENT D'UN FACTEUR

En novembre 2001, à La Poste de Beauvais, une prise de bec eut lieu entre un facteur et ses responsables. Le ton monta, des insultes furent échangées entre la directrice de l'établissement et le facteur.

Trois mois plus tard, le 14 février, le facteur reçoit une lettre recommandée le convoquant à un entretien préalable à licenciement.

Des prises de bec au Centre de Distribution de Beauvais, il y en a tous les jours, d'autant plus que les conditions de travail s'aggravent régulièrement. Il manque du personnel, une partie d'entre nous ne peut assurer son travail qu'en dépassant ses horaires. On nous promet des embauches qui n'arrivent pas, les jeunes recrutés en contrats à durée déterminée ne tiennent pas le coup et s'en vont parfois au bout de quelques jours ! Bref, il faut que nous soyons au four et au moulin, et c'est une situation de ce genre qui a déclenché l'incident en question.

L'annonce de cette lettre de licenciement nous a tous indignés. La CGT ayant immé-

diatement déposé un préavis de grève pour le jour de l'entretien préalable, de nombreux facteurs sont venus voir ses militants pour leur dire « Cette fois, je ferai la grève ». Et le jeudi 21, nous étions 70 à manifester dans les rues de Beauvais, depuis le Centre de Distribution jusqu'à la Direction départementale, pour soutenir notre collègue. Certains qui étaient en congés sont revenus exprès, et seule une poignée d'irréductibles est restée au travail. Du jamais vu depuis la grève de 1974, aux dires des plus anciens.

Mais cela n'a pas suffi à faire reculer la direction, pas plus que le fait que notre collègue se soit excusé. Au contraire, au cours de l'entretien préalable, elle a chargé la barque en ressortant de vieilles broutilles, dont certaines frisent même l'invention pure et simple ! Aussi, le cas de notre collègue sera soumis à l'instance disciplinaire de La Poste, la Commission consultative paritaire (CCP).

Sur le moment, que la direction n'ait pas cédé du



Les facteurs de Beauvais en manifestation le 21 février 2002.

premier coup a fait l'effet d'une douche froide. Mais dès le lendemain, nous nous sommes réunis à une quinzaine, bien décidés à nous battre avec énergie contre ce licenciement. Nous avons commencé en couvrant le

Centre de distribution de centaines d'autocollants manuscrits de protestation, et en scandant des slogans pendant le travail. Il s'agit de se faire entendre auprès des autres postiers de Beauvais et du département, en distribuant

un tract et une pétition lancés par la CGT, et surtout convaincre le maximum de postiers qu'il faudra s'y remettre tous ensemble si nous voulons vraiment empêcher le licenciement de notre collègue.

Métro de
Marseille

LA GRÈVE DES GARDIENS CONTINUE

La grève des gardiens du Métro de Marseille continue depuis maintenant près de deux mois. Les gardiens en grève veulent que l'ensemble du personnel travaillant sur les stations et les parkings du métro conserve son emploi. Ils refusent que près d'un tiers des salariés soit jeté à la rue et se retrouve au chômage ! En effet, les deux sociétés qui, après un appel d'offre, prennent alternativement en sous-traitance le marché du gardiennage à Marseille, ont décidé dans un premier temps de licencier 50 gardiens sur un effectif total de 116.

A chaque reprise, à chaque renouvellement du contrat, presque chaque année, les petits avantages, les petites primes sont escamotés et des licenciements sont annoncés sous prétexte de restriction budgétaire. Or, cette année les sommes concédées au gardiennage ont été augmentées sensiblement par la Ville de Marseille et la RTM (Régie des transports marseillais).

Et ce ne sont pas les salaires des gardiens qui coûtent cher car ils se montent à 43 F de l'heure (6,5 euros) et 6 F pour le chien, 8 heures par jour et quelquefois 12 heures debout

dans les courants d'air, avec en plus les heures de nuit qui ne sont pas majorées.

Lors des vœux au personnel de la RTM, en janvier, le Maire de Marseille avait promis qu'il n'y aurait pas de licenciements. Quand plus tard les gardiens ont été au Conseil Municipal pour rappeler les promesses du Maire, ils ont été chargés par les C.R.S. avec en prime les injures racistes de certains policiers.

La dégradation du Métro touche, bien sûr, les petites gens, les travailleurs. Les vendredis, samedis et dimanches le service de nuit jusqu'à 0h30 ne fonctionne pratiquement plus. Ainsi, c'est toute la population qui est sanctionnée par la direction de la RTM et la Mairie. Et puis, depuis près de deux mois, les jours de match, la direction du métro supprime purement et simplement ce service qui aurait permis à des milliers de spectateurs de se rendre au stade et d'en revenir sans problème de circulation.

Le gardien dans sa station de métro est la plupart du temps le seul être vivant auquel les usagers peuvent s'adresser. Il devient donc l'homme-orchestre qui renseigne les usagers, qui en cas d'accident dans

la station intervient pour appeler les pompiers. C'est aussi lui qui en cas de problèmes intervient, à ses risques et périls. Ainsi, un des gardiens qui, en septembre dernier, s'était fait larder de coup de cutter pour défendre un conducteur de métro, à peine remis de ses blessures, risque de se retrouver à la rue à 54 ans.

Alors qu'en fait les gardiens devraient faire partie du personnel RTM, ils se trouvent isolés des employés du métro. Une partie de la maîtrise RTM mène une propagande contre les grévistes en les traitant de « bandits ». Et malheureusement, une partie des employés reprennent ces propos.

Aujourd'hui la société de gardiennage a fait venir à grand frais des gardiens de Montpellier en leur payant hôtel et restaurant. Elle a trouvé quelques gardiens pour reprendre le travail. Elle a donc trouvé de l'argent et des soutiens pour contrer les grévistes. A leur tour les gardiens ne peuvent compter que sur la solidarité des petites gens, des employés de la RTM les plus conscients et c'est maintenant qu'ils doivent essayer de trouver la solidarité de la population.

Extraits des bulletins d'entreprise

35 HEURES OUI, MAIS PAS COMME ÇA !

Quels calculs d'apothicaires ! Tout le monde s'y perd. Que l'on soit employé de base ou cadres qui le plus souvent font semblant d'avoir compris, la réalité nous échappe. Chaque jour, on découvre une nouvelle entourloupette.

Combien d'heures, de

minutes, pour une journée de travail, de congé, de maladie ? A temps plein, ou à temps partiel ? En 2001 ou en 2002 ?...

L'annualisation du temps de travail jointe à la perfidie de la direction, donne une impression de magouille, ren-

force le ras-le-bol et la démotivation. Et surtout, on manque cruellement de personnel, les malades et nous allons en pâtir.

C'est de notre temps de travail, de nos loisirs, de notre vie dont il s'agit.

(Hôpital Montbéliard)

TOUT VA TRÈS BIEN, MADAME LA MARQUISE...

La faillite d'Enron, septième société américaine il y a peu, continue à susciter des remous. Aujourd'hui, les salariés d'Enron sont au chômage, leur épargne-retraite a disparu, de très nombreux fonds de pension américains ont perdu des sommes consi-

dérables, les AGF ont perdu 26 millions d'euros dans l'affaire. Et AXA ?

On ne sait pas, mais AXA, qui est directement impliquée par sa filiale Alliance Capital, l'un des plus importants investisseurs d'Enron, continue de défendre la

retraite par capitalisation comme si de rien n'était. L'affaire Enron vient pourtant de montrer que ce système est à la merci de tous les aléas boursiers et des escrocs. L'appât du gain rendrait-il sourd et aveugle ?

(AXA Paris)

CHU-Rennes



Les 35 heures à la sauce guigou NE PASSENT TOUJOURS PAS !

La grève contre la mise en place des 35 heures sans les effectifs suffisants continue depuis le 17 décembre au Centre hospitalier universitaire de Rennes. Après plus de deux mois de conflit, la direction de l'hôpital vient de proposer deux jours de RTT supplémentaires. Elle estime qu'elle a beaucoup avancé en permettant à tout le personnel, quelle que soit sa profession, de travailler onze jours de moins par an !

Il est vrai qu'avant le début de la grève, elle ne proposait que quatre à six jours de repos supplémentaires par agent. Mais beaucoup considèrent, à juste titre, qu'avec ces onze jours, elle est loin du compte. Sans compter que le montant des crédits accordés pour assurer le remplacement des absences pour RTT n'est pas encore exactement connu. Une seule certitude, ils ne permettront pas de compenser totalement la réduction du temps de travail. On va donc nous demander des « efforts de réorganisation » !

Après un ralentissement pendant les deux semaines

des vacances scolaires, la mobilisation a été marquée par une manifestation à Rennes, mardi 26 février : 700 hospitaliers, dont 350 du CHU, ont manifesté dans les rues de la ville. Ils venaient essentiellement du département. Il y avait aussi un car du Morbihan et un du Finistère.

Les manifestants ont été accueillis, devant l'agence régionale d'hospitalisation, par les CRS qui ont utilisé les gaz lacrymogènes ! Cela n'a fait que renforcer la rancœur des manifestants contre les pouvoirs publics et le gouvernement.

Le personnel est bien déterminé à obtenir de la direction du CHU qu'elle aille plus loin dans les concessions mais il se prépare aussi à participer à la journée de grève nationale du 12 mars. Nous espérons être nombreux à manifester à Paris pour exiger du gouvernement qu'il accorde les emplois nécessaires à la mise en place des 35 heures dans tous les hôpitaux.

Correspondant LO

PAUVRETÉ ET MALBOUFFE

D'après le Conseil national de l'Alimentation, les plus démunis ne consomment pas assez de produits frais, notamment de fruits et de légumes, ainsi que des produits laitiers et de la viande. 5 millions de personnes s'exposent ainsi à de

graves carences en vitamines et minéraux.

Que faute de revenus suffisants, une partie de la population se nourrisse mal, on le savait. Mais ce qui est dur à digérer, c'est que cela se produise dans un pays dit riche, au 21^e siècle.

VIENT DE PARAÎTRE

MON COMMUNISME

d'Arlette LAGUILLER

Dans le nouveau livre d'Arlette Laguiller, *Mon communisme*, l'auteur indique ainsi ses intentions dans l'introduction : « *J'ai précisé « mon » communisme parce que la plupart de nos contemporains croient savoir ce que sont les idées communistes, et les ignorent en fait, ou bien, quand il s'agit d'adversaires politiques, mentent purement et simplement à leur propos. En effet, il n'y a pas eu en ce monde une doctrine qui ait été aussi décriée, critiquée, calomniée que celle-là. Depuis des années, il paraît en librairie, il s'écrit dans la presse des dizaines de livres ou d'articles par an, annonçant la mort du communisme et cherchant à l'enterrer. Il faut croire que leurs auteurs sont bien convaincus que, même sous le poids de leurs ouvrages, ils n'ont réussi ni à le détruire ni même à l'enterrer vivant. Je vais donc tenter, plus loin dans ces pages, de dire ce qu'est « mon » communisme, autrement dit quelle est la seule façon à mes yeux d'être communiste actuellement* ».

Etre communiste, c'est d'abord s'opposer radicalement au système capitaliste qui impose sa domination à l'ensemble de la planète. S'il y a un bilan qui est globalement négatif, c'est bien celui du capitalisme. Comme l'explique notre camarade, celui-ci a pris son essor en Europe occidentale puis en Amérique du Nord, « *en révolutionnant non seulement le mode de production, mais les rapports entre les hommes et la vie quotidienne de millions d'êtres humains* ». Son développement a entraîné la naissance de nouvelles classes sociales : la grande bourgeoisie qui possède les moyens de production essentiels, hier les manufactures, aujourd'hui les usines, et la classe des travailleurs qui n'ont que leurs bras et leurs cerveaux, « *et qui ne peuvent vivre qu'en vendant leur capacité de travail à un patron* ».

Mais, comme disait Marx, le capitalisme est né en « *charriant de la boue et du sang* ». Arlette Laguiller rappelle qu'à l'origine de l'accumulation de richesses, qui a permis le développement du capitalisme, on trouve le pillage du Nouveau Monde, la ruine des civilisations américaines, le massacre de populations entières, le trafic des Africains réduits en esclavage pour remplacer les Indiens exterminés, l'expropriation légale ou forcée des paysans, transformés par la contrainte en prolétaires exploités. « *Les grandes fortunes capitalistes se sont construites sur des journées de quatorze ou quinze heures imposées aux ouvriers, sur le travail des enfants de huit ans dans les usines ou dans les mines, sur les vies piétinées de millions de femmes et d'hommes. (...) Ce n'est pas sur l'initiative personnelle que ce capitalisme s'est créé, mais sur la violence* ».

Et le bilan qu'elle en tire pour aujourd'hui n'est pas plus flatteur. Les ressources de la planète pourraient nourrir toute la population mondiale, mais 750 millions d'hommes n'ont

qu'une ration alimentaire plus qu'insuffisante tandis qu'un ou deux milliards d'autres ne disposent que d'une alimentation qui n'est pas à même de satisfaire leurs besoins en aliments essentiels. La mortalité infantile reste énorme dans le Tiers-Monde : 15 % d'enfants africains ne dépassent pas l'âge de cinq ans. Si l'espérance de vie dans les pays industrialisés avoisine 75 ans, elle n'est que de 36 ans en Sierra Leone.

L'auteur rappelle que, par deux fois, au siècle dernier, le capitalisme a jeté l'humanité dans la guerre mondiale. Le colonialisme continue de marquer la physionomie de la planète : « *Les pays qui, il y a un siècle, étaient des colonies*



ou des semi-colonies des grandes puissances capitalistes voient pour la plupart le fossé qui les sépare de ces dernières s'approfondir ». Et, dans la conquête coloniale, les grandes puissances européennes prétendaient apporter la « civilisation » au reste de la planète !

En guise de « civilisation », elles ont plongé bien des peuples dans la barbarie, des Chinois à qui l'Angleterre imposa de consommer l'opium produit dans les Indes britanniques, aux Algériens dont les villages furent rasés, les récoltes détruites, les populations enfumées dans les grottes, au cours de la conquête de l'Algérie par l'armée française. Et la violence du conquérant redoubla quand les peuples coloniaux de « l'empire français » cherchèrent à conquérir leur indépendance, en Algérie, à Madagascar, en Indochine.

Quant aux Etats-Unis, qui n'étaient pas une puissance coloniale, ils ne firent pas mieux, usant de leurs immenses ressources pour maintenir coûte que coûte un gouvernement fantoche dans la partie du Viêt-nam, sous leur contrôle. Ils bombardèrent massivement l'ensemble de la péninsule indochinoise, allant jusqu'à utiliser des défoliants dont les soldats américains furent également victimes.

L'état de sous-développement d'une vaste partie du monde le rend vulnérable à tous les fléaux. Des maladies que l'on peut soigner dans les pays riches, ou en tout cas circonscrire comme le sida, entraînent des ravages dans le continent africain où l'espérance de vie a beaucoup reculé au cours des vingt dernières années. Mais les pays riches ne sont pas épargnés. Depuis un quart de siècle, le monde industrialisé vit à l'heure de la crise économique. Comme le rappelle l'auteur, le chômage pèse lourdement sur les conditions d'existence de la population, qui subit les conséquences des vagues de licenciements fruit de restructurations industrielles, qui ont pour origine la soif de profit des grands actionnaires des grands groupes industriels et financiers.

Pour s'en tenir à la France, qui appartient à la douzaine d'Etats industrialisés dont le niveau de vie est le plus élevé, où il existe un certain nombre de libertés démocratiques, la pauvreté et la misère n'ont pas disparu. On compte près de trois fois plus de personnes dans la misère que le chiffre officiel de 2,2 millions de chômeurs. Il existe désormais une catégorie de « travailleurs pauvres » : 1,7 million de salariés qui survivent avec moins de 610 euros (4 000 F) par mois, c'est plus que les RMistes mais très en dessous du SMIC. Et on les retrouve dans tous les pays industrialisés.

Le livre montre aussi que les multiples inégalités sont le produit d'un système ayant pour but d'enrichir toujours plus une minorité de privilégiés tandis qu'à l'autre bout il fait croître la misère pour un nombre toujours plus grand de personnes. Que cela soit par les subventions ou par l'impôt, l'Etat est là pour garantir aux classes possédantes une part toujours plus grande du revenu national, au détriment du reste de la population. Le livre rappelle comment les possédants maintiennent le secret de leur enrichissement, que cela soit par le manque de transparence sur ces mécanismes eux-mêmes ou par la façon dont le débat politique est mené. Que les deux principaux candidats de l'actuelle campagne électorale aient un certain mal à montrer leurs différences illustre le fait que les équipes de politiciens en concurrence, quelles que soient leurs étiquettes, ne sont là que pour faire tourner la machine dans le sens des intérêts des possédants.

L'auteur montre aussi qu'à l'heure où tout le monde constate la « mondialisation » de l'économie, il ne peut être question de bâtir un communisme « à la française », « *car le communisme c'est la mise à la disposition de toute l'humanité des moyens de production mondiaux dont le capitalisme fait un gâchis effroyable* ». Elle rappelle également que les précurseurs du communisme, Marx et Engels, « *n'avaient pas attendu la naissance du mot « écologie » pour se préoccuper des méfaits de l'économie capitaliste envers la planète.* »

Le capitalisme n'a pas plus d'égard envers la planète qu'il n'en a vis-à-vis des travailleurs. Mais la solution des problèmes de l'environnement ne dépend pas principalement de choix techniques, comme le suggèrent les écologistes, elle dépend bien plus d'un choix politique plus fondamental : qui l'emportera entre les dirigeants actuels du monde pour qui le profit est le moteur de tout, et les travailleurs, seuls capables d'organiser la société en prenant vraiment en compte les intérêts de tous, en faisant participer toute la population à la prise de décision.

Enfin, dans une ultime partie, le livre d'Arlette Laguiller répond à des objections réelles ou malveillantes, et montre pourquoi, malgré l'échec relatif de la Révolution russe, l'humanité a besoin, pour continuer de progresser, de la collectivisation, c'est-à-dire de mettre en commun les grands moyens de production et de transports, des sociétés de service, comme les banques et les assurances. C'est cette grande propriété-là, et seulement celle-là, que les communistes entendent abolir. Et le faisant, ils ne feront jamais que restituer à l'ensemble de l'humanité ce qui lui avait été dérobé à l'aube du capitalisme.

Mais pour y réussir, les travailleurs ont besoin d'un instrument ; c'est le parti de la révolution sociale, l'objectif que s'étaient donné à leur naissance le Parti Socialiste et le Parti Communiste et qu'ils ont abandonné depuis longtemps pour le plat de lentilles de la gestion des affaires de la bourgeoisie. Cet instrument, il faut le reconstruire. Les conditions objectives le permettent. En dépit de ceux qui s'imaginent que la classe ouvrière a disparu alors que les travailleurs, même dans les statistiques officielles, pèsent encore pour 58 % dans la société française. Malgré les déconvenues de la politique menée par le PS et le PCF depuis 1981, il reste des dizaines de milliers de militants ouvriers actifs. Il y a aussi une nouvelle génération de jeunes travailleurs et de jeunes intellectuels, qui découvrent par différents chemins à quel point ce monde est malade. Avec les plus anciens, comme avec ceux-là, il faut reconstruire un parti qui défende véritablement les intérêts politiques du monde du travail.

Arlette Laguiller conclut sur la source de son optimisme, sur son espoir de voir cette tâche aboutir un jour : « *J'ai aussi rencontré, depuis quarante ans que je milite au sein du mouvement ouvrier, bon nombre de femmes et d'hommes dévoués, désintéressés, pour qui l'avenir de la société et de toute l'humanité compte plus que la réussite personnelle. Cela ne les empêche d'ailleurs pas de trouver, avec ceux qui les entourent dans leur combat, les immenses sources de satisfaction qui découlent de l'absence d'égoïsme, de la fraternité de ceux qui partagent un même espoir et un même projet* ».

A lire donc, de toute urgence !

J.F.

Editions Plon, 175 pages, 13 euros.

HUE « CONSTRUCTIF »... POUR L'INFLUENCE ÉLECTORALE DU PARTI SOCIALISTE ?

Robert Hue et les dirigeants du PCF se présentent désormais comme des champions de l'audace sociale. Une audace que l'on n'a guère eu l'occasion de vérifier sur le terrain des luttes sociales, sauf de la part de militants qui n'étaient guère relayés par leurs dirigeants, pas plus qu'ils ne l'étaient par leurs députés.

On les a plutôt vus, sans aucune audace, se lancer dans de savants calculs à l'Assemblée nationale, pour éviter que par leur vote ils ne mettent dans l'embarras Jospin, et le gouvernement. Et pourtant, Hue et les dirigeants du PCF l'ont assez répété, sans les voix des députés du PCF Jospin n'avait pas la majorité. Mais à quoi une telle situation a-t-elle servi en cinq ans, lorsqu'il aurait été nécessaire de s'opposer aux mesures antiouvrières du gouvernement ? A faire l'appoint des voix permettant au gouvernement de faire passer ses projets.

Robert Hue tente de se donner le beau rôle en opposant ceux qui, comme lui, seraient « constructifs », à ceux qui se réfugierait dans une attitude « stérile et protestataire ». « Crier sans construire », expliquait-il récemment devant la presse « c'est donner raison à ceux qui disent qu'il n'y a aura plus jamais rien à faire. Dans ce cas, et c'est à Arlette Laguiller que je pense, on invite les Françaises et les Français à la

protestation véhémement et à la révolte, mais aussi au refus de tout engagement, de toute prise de responsabilité tant que le système n'est pas tombé. »

Ce n'est ni de l'audace, pour reprendre le slogan du PCF, ni de l'outrecuidance que de penser que la révolte quotidienne est plus que jamais à l'ordre du jour, face à la politique du grand patronat. Mais tout autant face à la complicité ouverte d'un gouvernement, dans lequel siègent, satisfaits, des ministres communistes. Et cette complicité du gouvernement, elle ne date pas du dernier discours de Jospin, le 21 février dernier. C'est une constante du gouvernement de la gauche plurielle depuis cinq ans. Elle remonte même à bien plus loin dans le temps, lorsque

l'on prend en compte les vingt années durant lesquelles le Parti Socialiste a été à la tête des institutions, à l'Élysée et à Matignon. Elle date de 1981 en fait.

Savoir prendre des responsabilités, oui, nous le faisons. Mais encore faut-il savoir lesquelles. Il faut choisir entre la responsabilité de cautionner, par exemple, la mise en place par le gouvernement Jospin du plan Juppé, ou celle qui consiste à agir pour organiser les salariés pour qu'ils soient en capacité de s'opposer aux mesures qui entament gravement leurs acquis et compromettent parfois leur existence et celle de leur famille.

Oui, il faut choisir d'être dans le camp des travailleurs, résolument, sans la moindre

ambiguïté, ou de se mettre à la remorque des Jospin, Strauss-Kahn, Fabius, Aubry, Guigou, qui se retrouvent dans le camp du patronat, des Michelin, Riboud, Bata, Desmaret et de bien d'autres. Ce sont eux qui font la loi, et devant eux les dirigeants socialistes se déclarent impuissants, car, ils le disent, ils se refusent de dicter la loi aux patrons.

Organiser ceux qui, devant les plans dits sociaux, crient leur rage de se voir jeter dans la pauvreté, ce n'est pas rien. C'est bien plus nécessaire, et efficace, du point de vue des classes laborieuses que d'essayer de leur faire croire qu'il n'y aurait rien d'autre à faire que de se contenter des maigres indemnités de licenciement qu'on leur

concède, après des révoltes qu'on a laissées isolées.

Oui, il faut construire un rapport de forces face au patronat. C'est une priorité de tous les instants qui suppose que tous les militants ouvriers, dont les militants de Lutte Ouvrière, contribuent ensemble à organiser ceux qui subissent les mauvais coups des patrons.

Ce n'est pas la même chose, certes, que d'échafauder des combinaisons politiciennes pour tenter d'assurer des postes d'élus, parfois de ministres, dont le PCF n'est même pas sûr qu'il les sauvegardera. Car ces fauteuils ministériels dépendent bien plus du choix des socialistes, que de celui des électeurs. En effet, même si le Parti Socialiste redevenait la principale composante d'une future majorité, encore faudrait-il qu'il accepte de renouveler l'alliance avec le PCF. Rien ne le garantit. Les œillades de Jospin à destination de l'électorat dit du centre, façon pudique de parler de la droite, montrent que l'hypothèse d'un non-renouvellement de l'alliance dite « gauche plurielle » n'est pas à exclure.

Hue et les dirigeants du PCF, inclus ceux qui les ont précédés à la tête de leur parti, ont su surtout construire des années durant l'influence actuelle du Parti Socialiste dans les milieux populaires, au détriment de leur propre influence.

Ni les militants de leur parti ni les travailleurs ne peuvent leur dire merci.

Jean-Pierre VIAL.



Privatisation ou « ouverture au capital » ?

BLANC BONNET ET BONNET BLANC

Le Parti Communiste dénonce les projets de privatisations avancés par la droite aussi bien que par les socialistes, qui reprennent selon lui le programme du MEDEF, et appelle les électeurs à s'y opposer en votant pour son candidat, Robert Hue, afin de pouvoir faire pression sur le gouvernement. Le ministre des Transports PCF, Gayssot, justifie ainsi la présence de ministres communistes au gouvernement en affirmant qu'ils « ont été un point

d'appui pour défendre les services publics et les entreprises publiques ». A l'actif de son bilan, il cite même Air France, « restée une entreprise publique ».

Pourtant, l'introduction du capital privé dans les entreprises publiques a bien commencé par Air France ! Mais Gayssot fait une subtile différence entre la privatisation et « l'ouverture au capital », qui avait permis, selon lui, de « donner un bol d'air » à la compagnie. Il n'y a pas priva-

tisation, disait-il à l'époque et continue-t-il de dire, tant que l'Etat reste majoritaire et « dès lors que le caractère public de l'entreprise est affirmé et que ses missions de service public sont assurées ».

Gayssot ne fait là que reprendre à son compte l'hypocrisie du gouvernement socialiste et de Jospin qui, avant son élection, s'était déclaré opposé aux privatisations effectuées par la droite. Jospin a déclaré bien des fois

que, nuance, il ne procède pas à des privatisations mais à des « ouvertures de capital » au privé. C'est évidemment se moquer du monde. Mais c'est une précaution de langage dont s'empare le PCF, et d'autres, pour prétendre que leur politique est différente de celle de la droite.

Et c'est en partant de cette hypocrisie que les ministres communistes ont accepté l'ouverture au capital des entreprises publiques, et que l'on a abouti à ce

que la part du capital privé dans les entreprises publiques augmente constamment, même si l'Etat reste encore majoritaire dans certaines. Ce qui représente souvent de substantiels cadeaux aux actionnaires privés, en capital et en bénéfices. Et la participation du Parti Communiste au gouvernement n'a pas empêché les privatisations de se faire, en plus grand nombre que sous les gouvernements de droite qui l'avaient précédé.